

T2137-549-8,00 F

ISSN 0026-9433

abdo
DOSSIER
Contre Le Racisme 3

monde

Libertaire

la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°549 JEUDI 15 NOVEMBRE 1984 8,00 F

POUR L'AMÉRIQUE LATINE,

REAGAN RÉÉLU :



« CONVERGENCE »

Interview de quelques participants de « Convergence 84 pour l'égalité »

PAGE 6

LOI SUR LA PRESSE

L'empire d'une législation ou législation d'un empire ?

PAGE 4

INDE

Indira Gandhi, une légende à l'épreuve des balles ?

PAGE 3

LE CAPITALISME A BOUT DE SOUFFLE

Est-ce la lutte finale pour que crève la bête ?

PAGE 12

C'EST ÇA !

F°P 2520

communiqués

• ANGERS

Le groupe Elisée-Reclus anime un vendredi sur deux une émission, de 18 h à 19 h, sur la radio angevine Gribouille, 95,15 MHz, intitulée « Aujourd'hui l'anarchisme ». Les deux prochaines dates à retenir sont les 2 et 16 novembre.

• LE PUY

Nous informons les compagnons libertaires de la constitution d'un groupe anarchiste sur la Haute-Loire. Nous invitons les sympathisants à participer à nos activités : réunions publiques, conférences, édition d'un journal libertaire régional pour début 85, animations culturelles, propagande.

Pour nous joindre, contacter les Relations Intérieures ou pendant nos permanences : tous les samedis de 11 h à 12 h, « Le Palais », place du Breuil, Le Puy.

• LILLE

Située 38, rue Jules-Guesde à Lille (métro : Wazemmes), fruit d'un accord local entre la F.A. et la Libre Pensée, la librairie « Idée libre » a besoin de votre aide avant d'ouvrir ses portes. Soutien financier : C.C.P. n°7 269 40 X, Lille (chèque à l'ordre de E. Dussart). Pour tout contact : F.A., B.P.4, 59651 Villeneuve-d'Ascq cedex.

• LILLE

« La voix sans maître », sur Radio-Campus (99,6 MHz), tous les vendredis, de 21 h à 22 h 30, avec la participation du groupe F.A. de Lille.

L'invité spécial du 16 novembre sera J.-M. Amand, psychologue, qui animera un débat sur les « Déséquilibres de la vie psychique et nouvelles thérapies ».

• SEINE-SAINT-DENIS

La banlieue rouge se noircirait-elle ? Oui, assurément ! Un nouveau groupe s'est constitué dans le 93... prénom : Augusto, nom : Masetti, domicile : Bobigny/Pantin/Aubervilliers. Avis à tous ! En noircissant nos rangs, vous noircirez encore plus la banlieue. A bientôt !

• LILLE

La Fédération anarchiste sera présente à la foire des associations, le samedi 24 novembre, de 10 h à 18 h, à la Halle Canteleu, rue du 8-mai-45 (Villeneuve-d'Ascq). Livres, journaux et projection du film-vidéo « Maurice Joyeux, portrait d'un anarchiste ».

• TOULON

Le groupe « région toulonnaise » organise le vendredi 7 décembre, à 20 h 30, à la salle Mozart, à Toulon, une réunion-débat sur « Histoire des objecteurs, insoumis et déserteurs » avec la participation de Michel Auvray (qui dédicacera son livre à cette occasion).

• BORDEAUX

Le groupe Durruti tient un point de vente du *Monde libertaire* chaque vendredi, à partir de 17 h, gare Saint-Jean.

• ALLIER

Le 24 novembre, au château de Panloup, à Yzeure, de 9 h à 18 h, une vente de plusieurs centaines de livres (de 1870 à 1940) sera organisée. Tous les genres seront représentés : essais, premières éditions, bandes dessinées, romans populaires, journaux, brochures, sexualité, dessins humoristiques, etc. Le responsable de tout cela : l'Association pour une culture libertaire (présence de la librairie du groupe F.A. de Moulins).

• POITIERS

La liaison de Poitiers participe à l'émission « Cactus » sur R.P.O.-Forum, 90 MHz, tous les mercredis, de 13 h à 14 h. Lors des prochaines émissions, il sera question des mesures racistes prises par le gouvernement et de la « Convergence 84 pour l'égalité ». D'autre part, nous tenons une table de presse tous les dimanches sur le marché de la Z.U.P. des Couronneries, de 11 h à 12 h.

• « EL HORIA »

Le groupe de Rouen édite un journal franco-arabe : « El Horia ». Le n°4 vient de sortir, avec au sommaire : « Convergence 84 pour l'égalité », Mohamed prend ta valise, Tu restes ou tu pars ?, Répression à Lille, Le Pen/la gégène, La Goutte-d'Or, Algérie 54-62, etc. Abonnement pour 4 numéros : 25 F minimum, soutien : 50 F. Envoyez vos chèques à « El Horia », 9, impasse des Pommiers, 76800 Saint-Etienne-du-Rouvray.

• ANGOULÊME

Le groupe d'Angoulême tient une permanence et une table de presse tous les mercredis, de 18 h à 20 h, au café de la Plage, 10, rue Saint-Ausone, Angoulême.

Permanence du Secrétariat aux relations intérieures :

le samedi de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amelot, 75011 Paris (m° République)
tél. : 805.34.08

débats

• VILLEJUIF-VITRY

Le groupe de Villejuif-Vitry assure une permanence de 15 h à 17 h, tous les 1^{er} et 3^e dimanches de chaque mois, salle Gérard-Philippe, au 2, rue Louise-Aglac-Cretté, à Vitry.

D'autre part, deux ventes du *Monde libertaire* sont assurées : à Vitry, au marché de la place de l'Eglise, de 10 h 30 à 12 h, tous les samedis matin ; et à Villejuif, au marché Romain-Rolland, de 10 h 30 à 12 h, tous les samedis matin.

• NIMES

Afin d'accroître son impact local et de permettre aux libertaires gardois de se rencontrer et d'agir avec plus d'efficacité, le groupe libertaire du Gard a loué un local dans le centre ville de Nîmes, qui ouvrira ses portes quand les réparations seront terminées.

Nous invitons tous les sympathisants libertaires à nous aider financièrement et physiquement que ce soit pour les réparations ou pour des initiatives lorsque le local sera ouvert. Ecrire au Relations Intérieures qui transmettront.

• PARIS

Le groupe Louise-Michel organise une série de débats sur le thème : « L'anarchie dans la société moderne ». Prochains rendez-vous : le vendredi 23 novembre, « Les restructurations industrielles (automobile, sidérurgie, etc.) » ; et le vendredi 30 novembre : « Les travailleurs immigrés », avec des militants de la Fédération anarchiste communiste algérienne ; au 10, rue Robert-Planquette, Paris 18^e, à 20 h.

éditions

• AFFICHE



Une affiche (45x56,5) est disponible à la librairie du *Monde libertaire* : 0,50 F l'unité à partir de 10 exemplaires et 5 F l'unité.

• AGENDA

Le voilà enfin ! Le premier agenda du *Monde libertaire* est en vente à la librairie du M.L. pour le prix de 50 F (prix de soutien : 70 F).

Vous y trouverez : d'utiles adresses, des repères historiques, des conseils bibliographiques, des dessins inédits de Carali, Hugot, Pichon, Edika...

Adressez vos commandes à la librairie du *Monde libertaire*, 145, rue Amelot, 75011 Paris, en joignant un chèque à l'ordre de « Publico ».

sommaire

PAGE 2 : Activités des groupes F.A. — PAGE 3 : Editorial, Reagan, Abou Nidal, Inde — PAGE 4 : Les 20 ans de la C.F.D.T., Chirac-Le Pen — PAGE 6 : Interview « Convergence 84 » — PAGE 7 : Procès à Reims, Toumi Djaidja, La fidélité du Rémora — PAGE 8 : Allemagne, Chili, Afrique du Sud — PAGE 9 : Informations internationales — PAGE 10 : Les mécanismes du capitalisme — PAGE 11 : Radio-Libertaire, Note de lecture, Nouvelle émission, B.D. — PAGE 12 : Le capitalisme à bout de souffle.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11^e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 24, rue des Rigoles, Paris 20^e
Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

débats

• PARIS

Au programme de la 3^e Rencontre libertaire du XI^e :

+ meeting-débat : « Antimilitarisme 84 » à propos des ordonnances de 1959 (U.P.F.), des accords armée-éducation (Gr. du XI^e), de l'objection de conscience (P. Martial, auteur du livre *Objection, mode d'emploi*) ; et « Une fréquence pour Radio-Libertaire ».

+ stands : librairie du M.L., l'U.P.F., les éditions Avis de recherche, « B.D. et antimilitarisme » par l'équipe de « By Jove ».

+ permanence antimilitariste : Pierre Martial répondra à toutes vos questions pratiques, juridiques, concernant l'objection et le refus du service national.

+ spectacle : Michel Murty présentera ses nouvelles chansons.

Tout cela sera organisé par le groupe libertaire du XI^e le dimanche 18 novembre, à partir de 14 h, à l'AGECA, 177, rue de Charonne, 75011 Paris (métro : Alexandre-Dumas ou Charonne).

• GIF-SUR-YVETTE

La pensée libertaire, avec l'aide du groupe Emile-Pouget (vallée de chevreuse), organise le dimanche 2 décembre, à Gif-sur-Yvette, salle de la terrasse (face à la poste) un festival du film libertaire.

14 h 30, *Kashima paradise*, réal. Y. le Masson, B. Deswarte ; 17 h 30, *Ecoutez May Picqueray*, de Bernard Baissat ; 20 h 30, *L'An 01*, réal. J. Doillon et Alain Resnais, scénario : Gébé. Les films seront suivis d'un débat (entrée libre).

• ROCHEFORT

Dans le cadre de l'initiative prise par le collectif « Convergence 84 », le groupe Bakounine organise une réunion-débat le jeudi 15 novembre, à 21 h, Maison des syndicats, rue Letaché-Treville, salle n°3 (2^e étage), sur le thème : « Non aux lois scélérates : la riposte aux mesures racistes gouvernementales ».

• ANGERS

A l'occasion du passage de la marche « Convergence 84 », le groupe d'Angers organise un meeting contre le racisme, le vendredi 16 novembre à 20 h 30, au Centre d'animation de la Doure, place Grégoire-Badillon, à Angers.

• TOURS

Le groupe de Tours organise le lundi 19 novembre, à 20 h 30, salle Balzac, rue Clocheville, une réunion-débat sur le thème : « Non aux lois scélérates : la riposte aux mesures racistes gouvernementales ».

• CHELLES

Le groupe Sacco et Vanzetti organise le vendredi 23 novembre, à 21 h, à son local : 1 bis, avenue Emile, 77500 Chelles, une réunion-débat sur le thème : « Non aux lois scélérates : la riposte aux mesures racistes gouvernementales ».

• AMIENS

Le groupe anarchiste d'Amiens et le comité de soutien à Thierry Maricourt organisent le mercredi 21 novembre une soirée antimilitariste, salle Dewailly, à Amiens. Au programme : Michel Auvray, Pierre Martial-Cordonna et Serge Utgé-Royo, dès 19 h 30 (participation aux frais : 25 F).

• ANGOULÊME

Le groupe d'Angoulême organise le mercredi 21 novembre, à 21 h, à la M.J.C. Marengo (rue Piétonne), à Angoulême, une réunion-débat sur le thème : « Non aux lois scélérates, la riposte aux mesures racistes gouvernementales ».

• ROUEN

Le groupe de Rouen organise le samedi 24 novembre, salle de la Halle-aux-toiles, à 14 h, une réunion-débat sur le thème : « Non aux lois scélérates, la riposte aux mesures racistes gouvernementales ».

• CHELLES

Le groupe Sacco et Vanzetti organise le samedi 24 novembre, à 20 h 30, un débat avec Michel Auvray à propos de son livre : « Objecteurs, insoumis, déserteurs ». L'auteur, objecteur, puis insoumis au service civil voilà plus de 10 ans, fut, en 1974, l'un des fondateurs du journal « Objection ».

Le débat aura lieu au local du groupe : 1 bis, rue Emile, 77500 Chelles (près de la gare S.N.C.F.).

• PARIS

Des groupes de Paris et de la région parisienne organisent jeudi 29 novembre, à 20 h 30, à l'AGECA, 177, rue de Charonne, Paris 20^e, une réunion-débat sur le thème : « Non aux lois scélérates, la riposte aux mesures racistes gouvernementales ».

Editorial

COMMENT accueillir les résultats des élections qui installent solidement le Front sandiniste de libération nationale au pouvoir ? Le mobile de cette consultation n'était-il pas, dans l'esprit d'Ortega et Borge, de consolider une légitimité intérieure et internationale que seuls, pour des raisons différentes, les « contras » et les Etats-Unis leur contestent ? L'importance surestimée de ces élections n'a pas réussi à dissimuler les graves problèmes auxquels la Junte révolutionnaire doit faire face. Peu importe la participation de 80% au scrutin et les 65% de suffrages exprimés obtenus, les Etats-Unis, si telle est leur volonté, interviendront militairement au Nicaragua.

Ce succès ne doit pas cacher la fragilité des positions militaires, diplomatiques et intérieures de la Junte. Les maquis « contre-révolutionnaires », à la limite des frontières partagées avec le Honduras et le Costa-Rica, continuent d'occasionner des ravages dans les rangs des milices populaires sandinistes. Le groupe de Contadora (Mexique, Panama, Colombie, Venezuela) n'a pas obtenu l'acquiescement de Washington en présentant son plan de paix pour l'Amérique centrale. Propositions acceptées en revanche, sans condition, par la Junte sandiniste.

L'état de guerre occasionne, implique dirons-nous, une économie de guerre. Privations, rationnement sont le lot de la population civile. Et pour couronner le tout, l'intense conditionnement auquel elle est soumise.

L'inacceptable et infecte conduite des Etats-Unis, se comportant comme dans une chasse gardée, suscite bien peu de réactions internationales. Isolement conjoncturel ? Toujours est-il que la stratégie de la tension imposée par le Pentagone et la Maison Blanche peut payer.

La légitimité des sandinistes ne rassure qu'eux-mêmes. Les déportations de populations indigènes et les exactions en tout genre enlèvent beaucoup de la sympathie que l'on pourrait éprouver envers cette révolution. Souvenons-nous de Cuba : même situation, même aboutissement !

L'ÉLECTION DE REAGAN UN FAIT DIVERS !

AU grand cirque des « States », les lampions sont éteints, la représentation est terminée, les clowns peuvent se démaquiller. Reagan a triomphé. Dans un système où tout est fondé sur le spectacle, le vieux cabot qui connaît à merveille toutes les ficelles du métier partait favori. Il a bien joué. Et il avait aussi un bon coiffeur puisqu'une coupe de cheveux peut faire gagner ou perdre des points dans cette compétition de haut niveau...

Dans le *Monde diplomatique* d'octobre, l'écrivain américain Mark Hertsgaard citait ce juge-

ment d'un aide de camp de la Maison Blanche : Reagan « C'est un acteur. Il a l'habitude d'être dirigé et mis en scène. Il sait se placer où il faut et dire son texte, il lit avec élégance et sait comment s'arrêter pour susciter les applaudissements. »

Mais là s'arrêtent, semble-t-il les compétences du personnage dont les gaffes ont maintes fois données des sueurs froides à son entourage. Ce qui amène le journaliste Sam Donaldson à constater qu'il témoigne d'une ignorance phénoménale des événements. C'est pourquoi Daever — chef-adjoint du cabinet pré-

rets économiques qu'ils représentent et de l'idéologie dont ils sont les porte-parole. Et du talent de l'artiste pour embobiner les masses et faire pénétrer dans les crânes l'idéologie en question. Mais pour l'essentiel, l'élection d'un Mondale à la place d'un Reagan n'aurait rien changé — ou si peu — quant à la politique sociale et économique des Etats-Unis, et encore moins à la conduite de la diplomatie américaine. (La politique étrangère des démocrates a toujours été aussi impérialiste que celle des républicains.)

La politique monétaire actuelle du « Fed » et les coupes dans les budgets sociaux ont commencé sous Carter. Les décisions de l'appareil d'Etat ne dépendent pas aux conceptions, aux convictions d'un homme, fut-il Président, mais correspondent aux intérêts de la classe dominante.

Le premier parti américain

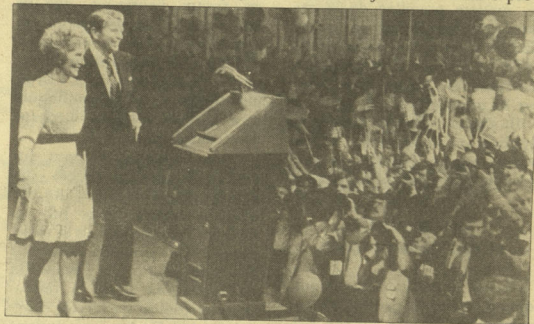
Alors, Reagan ou Mondale ! Au fait comment dit-on « bonnet blanc et blanc bonnet » en américain ? Il existe en tout cas aux Etats-Unis une masse impressionnante de citoyens qui n'a plus, depuis longtemps, d'illusions à ce sujet. Elle constitue même, et de loin, le premier parti, celui des abstentionnistes, puisqu'à chaque consultation près de 50% des électeurs inscrits estiment que ça ne mérite pas le déplacement. De plus, des millions de personnes n'ont même pas éprouvé le besoin de se faire inscrire. Pour eux — ce sont souvent les plus pauvres — l'élection de Reagan n'est, somme toute, qu'un fait divers sans grande importance.

Quant aux Américains qui ont voté et donné à Reagan une confortable avance, ils ont vu en lui le rédempteur qui a effacé les humiliations passées, le magicien qui a sauvé l'économie. Le phénomène qui indique une forte montée du conservatisme et de la réaction dans l'opinion s'explique évidemment par la conjoncture économique : les privilégiés de toute catégorie souhaitent ardemment que ça dure, même si pour cela les plus pauvres doivent payer la note. Ainsi une partie des « cois bleus » — les mieux payés — n'a pas suivi les consignes de l'A.F.L.-C.I.O. et a voté Reagan.

Les milieux d'affaires qui ne sont pas composés d'enfants de chœur, se disent justement qu'il se pourrait bien que ça ne dure pas avec un déficit budgétaire record de près de 200 milliards de dollars, un déficit commercial qui a doublé en six mois. Quant aux six millions d'emplois créés, dont les « reaganien » nous rebattent les oreilles, ils sont souvent précaires, peu qualifiés et mal rémunérés.

Il est vrai que Reagan, une fois élu, a proclamé : « Vous n'avez encore rien vu. Les plus beaux jours sont devant nous... » C'est ça, Président... « Wait and see... »

Sébastien Basson



sidentiel — ne veut pas qu'il prenne la parole. L'appareil se sert de M. Reagan, je ne dis pas comme d'un pantin, mais comme on le ferait d'une marionnette : lorsque vous voulez que la presse en parle, vous la sortez. »

Qui gouverne les Etats-Unis ?

Les « reaganien » de tous les pays, y compris notre Yves Montand national en pleine extase, voudraient nous faire croire que ce vieux clown qui somnole pendant les conférences internationales a sauvé l'Amérique, remis sur pied son économie et regonflé le patriotisme de ses citoyens !

Mais qui donc gouverne les Etats-Unis, sinon un énorme appareil d'Etat qui demeure en place alors que passent ou dépassent les présidents ? C'est le système de réserve fédéral, le « Fed », dirigé par le très compétent M. Wolcker, qui décide de la politique monétaire (et par conséquent des fameux taux d'intérêts). C'est le Pentagone — et le célèbre complexe militaro-industriel — qui définit la stratégie, établit les programmes d'armements, choisit les nouveaux types de missiles. Sans parler du F.B.I., de la C.I.A. qui font leur petite cuisine tout seuls.

Ajoutons que le système parlementaire américain parfaitement rodé, avec un Sénat à majorité républicaine et une Chambre des représentants traditionnellement démocrate, contrebalance les pouvoirs de l'administration fédérale pour réaliser des compromis entre les intérêts opposés des différents clans du capitalisme américain.

Entendons-nous bien : cela ne signifie pas que dans ce système le rôle du Président et de son entourage soit négligeable, ne serait-ce qu'à cause des inté-

UNE LÉGENDE A L'ÉPREUVE DES BALLE

PERSONNE n'ira cracher sur la tombe d'Indira Gandhi. A croire que le dimanche 4 novembre, les funérailles et la crémation publique ont effacé les traces laissées par des années d'autoritarisme. L'unanimité des Etats dans l'éloge de cette dame de fer — non blindée celle-là — rejoint malheureusement celle du peuple indien. L'actualité restait focalisée sur les troubles et les tueries entre hindous et sikhs qui ont suivis l'assassinat du Premier Ministre.

Le bilan total, effarant, des affrontements entre les deux communautés est de plus de 1 100 victimes. Quatre cent

soixante-et-onze morts à New Delhi. De plus, l'installation au pouvoir de Rajiv Gandhi, pour le moins anticonstitutionnelle, a provoqué de multiples dissensions au sein du parti du Congrès. Mais le partage du fromage s'étant effectué sans trop de heurts — le nouveau gouvernement a été formé le 4 novembre (1) — il reste désormais à l'observateur à réfléchir sur les journées d'émeutes, à en chercher surtout les causes et insister, malgré l'intoxication et la manipulation médiatique, sur le caractère profondément autoritaire et sanglant du règne d'Indira Gandhi.

Soucieuse de sortir son pays du sous-développement, elle industrialisa massivement et se préoccupa de recherche scientifique. Ses priorités n'étaient pas celles du peuple indien. Qu'importe ! Le 18 mai 1974, la première bombe atomique indienne explose. Ce n'était pas un caprice puisqu'en juillet 84, d'énormes crédits sont débloqués pour financer un ambitieux programme de construction de centrales nucléaires. Entrant dans le clan des Etats « techno-fascistes », l'Inde laisse sur le palier des milliers d'hommes et de femmes morts de faim. La famine à l'état endémique, les stérilisations obligatoires — conséquences d'une lutte contre la démographie impulsée en 1977 — ne laissent d'autre possibilité que celle de considérer qu'Indira Gandhi traitait « ses » Indiens comme des chiens.

La chasse aux sikhs ne fut, pour les hindous, qu'une lamentable revanche des laissés pour compte sur une caste ayant largement profité du bon en avant dans le monde « moderne ». Le *Time*, hebdomadaire de langue anglaise, titre sa une avec cette aphorisme d'Indira Gandhi : « Si je meurs aujourd'hui, chaque goutte de mon sang enrichira la nation » (2). Elle avait bien profité du sang de la nation, qu'elle n'en rende qu'une infirme partie n'est qu'une mince consolation.

Hervé

(1) M. Rajiv Gandhi cumule les fonctions de Premier Ministre, ministre des Affaires étrangères, de l'Energie nucléaire et technique, de l'Espace et des Sciences, merci pour lui...

(2) Le *Time*, n°46, du 12 novembre 1984.

Hervé
Gr. Paris XIV^e

ABOU NIDAL MORT DANS SON LIT ?

LES quelques colonnes, dans la presse, accordées à la mort d'Abou Nidal ne suffisent pas à rendre compte de la conséquence importante de cette disparition pour le problème israélo-palestinien. Considéré à juste titre comme un extrémiste, un « faucon » de la cause palestinienne, anti-sioniste jusqu'à la moëlle, Nidal s'opposa, par la liquidation physique, à un règlement négocié de la question.

A l'origine de la fondation du Fath-Conseil révolutionnaire — organisation tenue à bout de bras par la Syrie, il est l'un des responsables de l'assassinat d'Issam Sartouï, conseiller diplomatique d'Arafat et instigateur des négociations secrètes israélo-palestiniennes. Le conseil national de l'O.L.P. ayant admis la possibilité d'une coexistence pacifique entre Israël et un Etat palestinien, sur les territoires occupés (solution dont le défenseur le plus lucide est Yasser Arafat) ; Saïd Hammami, représentant de l'O.L.P. à Londres, Naim Khader et Sartouï seront abattus, considérés comme traîtres à la cause.

Arafat ne peut que se réjouir de la nouvelle de son décès. Affrontant de sérieux problèmes de tendances au sein de l'O.L.P. pour convoquer dans un endroit sûr (l'Egypte) le conseil national, ne plus avoir le groupe « Juin noir » sur le dos est tout de même appréciable.

en bref... en bref...

• Le C.O.T. nous communique que son projet de recueil de dessins antimilitaristes avance... mais il leur en manque encore ! Vous pouvez faire parvenir vos dessins uniquement noir sur fond blanc, à l'adresse suivante : C.O.T., B.P. 229, 81006 Albi (tél. : (63) 60.52.00, après 18 h).

• Bernard Jaudon, objetteur incriminé au service civil a été condamné à 6 mois de prison ferme par la cour de cassation le 4 octobre 1984. Il peut être arrêté du jour au lendemain et il sera radié de l'Education nationale. Pour tout soutien et contact : Catherine Courtier, « Le vieux château », 71690 Marigny-Mont-Saint-Vincent (tél. : (85) 57.24.25).

• Le n°3 d'*Otages*, revue trimestrielle pour l'expression des détenus vient de paraître. Au sommaire : dossier « Justice », Femmes rebelles, Grèves de la faim, Sexualité, etc. Abonnement quatre numéros : 20 F (soutien : 50 F). Chèque à l'ordre de D. Lemaire, adressé à *Otages*, B.P. 37, 59651 Villeneuve-d'Ascq cedex.

• Le comité Droit et liberté dans l'institution militaire recherche des témoignages et des informations sur les pratiques psychiatriques dans les hôpitaux militaires. Pour tout renseignement : Ligue des droits de l'Homme, C.D.L.I.M., 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris.

• Des billets de soutien à la « Convergence 84 » sont en vente à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Ces billets serviront à soutenir financièrement cette initiative. Le prix des billets est en fonction des possibilités de chacun (min. 40 F).

RESTRUCTURATIONS
A L'U.A.P. (SUITE)

DEPUIS l'annonce en C.C.E. (1) extraordinaire, le 31 octobre 1984, d'un « projet » de restructuration de l'U.A.P., une grande inquiétude s'est manifestée dans les différents établissements de cette entreprise. Bien sûr, le document officialisant cette déclaration et remis aux membres du C.C.E., le 7 novembre 1984, ne faisait état que de la création de quatre nouveaux départements à partir des quatre anciens, avec une nouvelle implantation géographique du personnel (2). Les craintes formulées alors par certaines sections syndicales sur les objectifs réels de ce projet, se sont hélas trouvées confirmées grâce à l'« indiscretion » d'un administrateur C.G.T.

En effet, lors d'un récent conseil d'administration, un « programme triennal » concernant l'U.A.P. a été communiqué à tous les administrateurs, à titre confidentiel, Mme Chassagne (P.D.G. de l'U.A.P.) ayant demandé la plus grande discrétion à ce sujet. Bien entendu, les représentants des salariés au conseil d'administration (sauf un) se sont empressés de respecter cette consigne, se montrant ainsi plus « administrateurs » que soucieux des intérêts des salariés qu'il sont censés représenter. (Preuve supplémentaire pour ceux qui n'en étaient pas convaincus, de la vaste fumisterie que constitue la « démocratisation du secteur public ».)

Ce programme n'est en effet rien moins qu'un plan de décen-

trale et de 40 pour 100 de la presse quotidienne parisienne. Ces tonnes de papier imprimé infléchissent l'opinion publique vers la droite, parfois l'extrême droite, et on a pu déceler dans nombre d'articles du *Figaro-Magazine* des idées que n'aurait pas reniées *Je suis partout* ou *Gringoire* (1).

Les intentions, souligne-t-on maintenant après l'énoncé du résultat — un beau bide — étaient louables et démocratiques. Nos lecteurs se souviennent que nous n'en étions pas convaincus : la loi antitrust ne touchait pas aux monopoles régionaux, oubliant des groupes de presse — celui de Deferre, évidemment, mais aussi celui du *Parisien libéré* — passait sur la question de la sélection de l'information effectuée par les agences de presse, matière première de la rédaction ; négligeait la question de la fabrication, en particulier le nombre et la propriété des rotatives ; laissait dans l'ombre les messageries.

Il s'agissait bien, dans son application immédiate, d'une action contre Hersant et son groupe, d'une loi *ad hominem*.

Des mauvais
et des bons patrons

Il est agaçant, sans doute, quand on est de gauche, de savoir qu'un homme comme Robert Hersant a la propriété de 13,5 pour 100 de la presse régio-

nalisation sur trois ans : le personnel devenu polyvalent étant appelé à être réparti en petites entités dans toute la France, aidé en cela par une informatisation intensive. Il est clair aussi que de cette manière, ce processus entrainera un nombre important de suppressions d'emplois. D'ores et déjà, on sait que dans un avenir très proche l'assurance, jusqu'ici épargnée par la crise, subira des milliers de suppressions d'emplois. Quant à Chassagne, elle peut affirmer qu'il n'y aura aucun licenciement tant qu'elle sera là, elle oublie tout simplement de préciser que son mandat se termine dans 19 mois...

Quoi qu'il en soit, aux Assurances collectives (principalement visées par ce démantèlement), le personnel s'est montré résolument opposé à ces restructurations. Une assemblée générale du personnel réunissant 650 personnes sur environ 750 présents dans l'établissement s'est prononcée pour la lutte par 488 voix contre 105, et 10 bulletins blancs. Dès le lendemain, l'intersyndicale (C.G.T., C.F.D.T., C.G.C., S.N.A.M.A.T.) (3) s'est réunie pour envisager les différents moyens d'actions : débrayages, envahissement du comité d'entreprise, etc.

Liliane (U.A.P.)

(1) C.C.E. : Comité central d'entreprise.

(2) Voir *Monde libertaire* n°548.

(3) S.N.A.M.A.T. : Syndicat national des techniciens et agents de maîtrise.

JOURNAUX SOUS INFLUENCE

laquelle la presse française à « caviardé » ses positions à propos des livres de Faurisson, voire en a carrément inventé de fausses, afin sans doute d'éclairer les lecteurs. Evidemment, Chomsky est gênant pour les fabricants d'opinions : le courage et la détermination qu'il a montrés lors de la lutte contre la guerre du Vietnam lui ont apporté un grand prestige ; et il se permet de rappeler à l'intelligentsia de la patrie de Voltaire que la liberté d'éditer existe même pour ceux avec qui on est en désaccord — même s'ils sont dans l'erreur ! Et puis, du point de vue d'une saine gestion de l'opinion, il est positif de calomnier — de salir un peu — un personnage qu'on peut difficilement traiter d'arrière mental et qui a le toupet de proclamer à qui veut l'entendre que le monde doit être rebâti selon les idées de l'anarcho-syndicalisme.

Où en sommes-nous ?

La lecture des organes de presse commentant la décision du Conseil constitutionnel des 10 et 11 octobre pouvait laisser le lecteur perplexe : *Le Monde* estimait que « les principes posés par la loi sont jugés conformes » ; *Le Figaro* affirmait « la loi sur la presse démantelée » et il ajoutait, comme soulagé, que le groupe Robert Hersant « sauvegardait » son unité.

Les deux rédactions ont raison en même temps, et celui qui prétend qu'on manipule l'information aura un mauvais point. Le Conseil constitutionnel reconnaît quatre principes : d'abord on pourra légiférer sur la presse, à partir de la loi de 1881 et de la déclaration des droits de l'homme ; puis, il est reconnu une spécificité à l'entreprise de presse, l'information n'est pas un « produit » comme les autres, on pourra lui appliquer d'autres dispositions que le droit commercial commun ; on poursuit par l'obligation de la « transparence » : qui publie quoi, qui achète ou vend quoi et à qui ; enfin est admis le principe de limitations des concentrations, de l'établissement de seuils au-delà desquels il y aurait abus, mais pour l'avenir. Une commission pour la transparence et le pluralisme sera créée.

En même temps et contrairement, le Conseil constitutionnel annule la sanction qui visait le défaut d'information sur une cession de parts ou une promesse de cession de parts ; n'accorde pas à la commission la possibilité de supprimer les aides publiques à la presse (réduction de la T.V.A. et des tarifs postaux) ; repousse toute idée de limitation de propriété de titres ou de tirage « pour les situations acquises » parce que les entreprises se sont constituées « sous l'empire d'une législation ne comportant pas de tels plafonds ».

Comme on peut le voir, il est rare qu'une aventure législative et parlementaire illustre autant le « il faut que tout change pour que tout reste pareil ». Nos démocrates socialistes se sont fait gronder par ceux qu'on

appelle les neuf sages, et certaines des phrases de leur arrêt frisent le lapsus : l'empire d'une législation ou... la législation d'un empire ? La possibilité administrative de supprimer les aides publiques à la presse a été vue comme « assimilable » au « régime d'autorisation préalable », sans parler du caractère rétroactif... Le P.S. aurait-il des bouffées bonapartistes ?

Quatre éléments ressortent de tout ce tohu-bohu dans lequel aucun rédacteur ne retrouverait ses petites annonces : chaque titre devra posséder une équipe rédactionnelle — c'est une bonne chose ; il est institué que seul M. Robert Hersant pourra continuer de posséder dix-neuf quotidiens, sept hebdomadaires ou bihebdomadaires et onze périodiques, si quelque autre tentait de l'imiter il tomberait sous le coup de la nouvelle loi antitrust et des seuils — ou le retour du bâton ou encore l'enfer est pavé de bonnes intentions ; les articles non retranchés de la loi pourront être promulgués « sous les strictes réserves d'interprétation », dit le Conseil constitutionnel — ou la confiance ne règne pas ; enfin, dernier rebondissement inattendu, l'ordonnance de 1944 n'étant plus annulée, Robert Hersant reste inculpé pour infraction à ladite — ou on s'arrache les cheveux dans les syndicats de journalistes : pourquoi tout ce temps perdu, il suffirait de continuer dans cette voie-là ? Ajoutons que l'inculpation a été signifiée depuis six ans. Quand on vous dit que la justice est sereine parce qu'elle prend son temps... Il y aura de la copie sur ce sujet, d'autant qu'Hersant, député à Strasbourg, est protégé par l'immunité parlementaire... européenne.

Des illusions perdues

Les bonnes intentions ne suffisent pas. Ce qui se vérifie aujourd'hui pour la presse n'est qu'une illustration de plus l'effondrement de la stratégie dite de changement à l'aide d'un programme commun de gouvernement de la gauche unie. Ajoutons que ce cas-là est exemplaire, dans la démarche comme dans l'échec.

On a voulu s'attaquer à la concentration privée du capital sans toucher à la propriété ; on a voulu réglementer la quantité — nombre et tirage — tout en maintenant le marché ; c'est la même ligne que celle qui a consisté à vouloir augmenter le taux de croissance par la consommation intérieure, sans rompre avec la liberté internationale de commerce, avec la libre circulation des capitaux ; on n'a pas attaqué le capital, on l'a embêté. On a indigné les libéraux ; on a déçu les socialistes. On a donné au mouvement ouvrier à choisir entre le marchand et le bureaucrate. On a échoué. On ne peut attaquer le capital avec l'Etat.

Julien Maillet

(1) *Journaux racistes et pro-nazis pendant l'Occupation* (N.d.R.).

(2) Noam Chomsky, *Ecrits politiques*, 1977-1983, éd. Acratie.

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.

SOUS CHIRAC, LE PEN ?

DERNIÈREMENT Jean-Marie Le Pen aurait déclaré à des journalistes qu'il refusait sa carte du Front national à Jacques Chirac, ci-devant maire de la ville de Paris. Le leader du R.P.R. frappe fort en ce moment sur les thèmes qui ont valu à l'extrême droite française un succès électoral aux élections européennes. Se présentant toujours comme le meilleur pour abattre la majorité actuelle, il n'a pas craint, au *Club de la Presse*, sur Europe n°1, de revenir sur les applications actuelles de la loi Veil. Celle que certains énervés de droite et d'autre part appellent « l'avorteuse », semble gêner le présumé chef des barons de l'opposition...

Diable ! Quand on fait une sorte d'ouverture à Le Pen, il

faut faire place nette ! L'avortement autorisé serait la cause de la dénatalité en France, il faut promouvoir « une politique de la famille » pour que les Français procréent plus, affirme-t-il en reprenant les accents de son interview à *Libération* où il disait à ce sujet : « Je ne veux pas que dans 100 ans nos descendants puissent dire que nous étions des irresponsables, que nous avons sacrifié délibérément l'avenir de notre pays ».

Il faut donc, selon J. Chirac, « dissuader » les femmes d'utiliser l'avortement au nom des sacro-saintes valeurs de la famille et de la patrie. A quand, à l'instar de Reagan, la prière obligatoire dans les écoles ? Jusqu'ici, Chirac, quand il parlait de la « majorité cohé-

rente » qui devait sortir des élections législatives de 86, excluait la participation du Front national. Maintenant l'extrême droite est devenue pour Chirac un partenaire éventuel d'un futur gouvernement. On banalise, histoire de resserrer les boulons au niveau organisationnel du R.P.R. Voulant reprendre à son compte les thèmes développés par l'extrême droite et du coup ses électeurs, Chirac donne plutôt un label de respectabilité au F.N. Parallèlement à ça, on a pu entendre à la « Journée d'amitié française et de chrétienté », à la Mutualité, J.-M. Le Pen se poser en nouveau grand défenseur de la démocratie parlementaire. L'histoire bégaie-t-elle, oui ou non ?



F.B. J. Chirac lors de sa dernière prestation.

LA C.F.D.T. A 20 ANS L'ÂGE DES RENIEMENTS

Ly a vingt ans, au mois de novembre 1964, la C.F.T.C. décidait sa déconfectionnalisation et changeait son nom en C.F.D.T. Depuis la fin de la guerre, le groupe « Reconstruction » avait miné de l'intérieur l'organisme confédéral. Il nourrissait un grand dessein pour la C.F.T.C. et ses objectifs ne pouvaient être réalisés sans une étiquette confessionnelle. La tactique suivie s'était révélée payante et ceux qui, aujourd'hui encore, fustigent les « coucous gauchistes » qui s'installent dans le nid de la C.F.D.T. savent de quoi ils parlent : la fraction, ils l'ont pratiquée avant eux, et avec succès !

De la laïcisation au recentrage

Les fondateurs de la C.F.D.T. n'avaient pas conservé grand chose des références religieuses dans leurs statuts. Tout au plus se contentaient-ils de signaler au détour d'une phrase que la C.F.D.T. prenait en compte les « apports des différentes formes d'humanisme, dont l'humanisme chrétien ». Celui-ci se trouvait ravalé au rang de variante d'une idée supérieure et universelle. Finie l'allégeance au Vatican et à l'*Encyclique Rerum Novarum*, à la doctrine sociale de l'Eglise ! Une mise à jour aussi importante ne pouvait faire l'économie d'une scission. Quelques dirigeants emmenèrent avec eux des troupes dérisoires (moins d'un dixième des adhérents) pour maintenir la C.F.T.C. sur ses bases originelles, impliquant la condamnation sans détour du marxisme et du socialisme.

C'est bien un projet politique qui s'abritait derrière l'offensive de charme de la jeune C.F.D.T. vers les

jeunes générations, même si on ne peut nier le rôle décisif joué par le renouvellement d'une base militante qui découvrait par sa pratique quotidienne la dure réalité de la lutte des classes que s'efforce de nier la doctrine sociale chrétienne. Ce projet politique trouvera son application plus tard, à travers les Assises du socialisme de 1974 et la stratégie dite d'Union des forces populaires que peu de choses distinguent de l'Union de la gauche des partis.

Mais dans l'immédiat, l'opération réussit. C'est la preuve qu'il existait entre une C.G.T. stalinienne pourchassant ses opposants et une C.G.T.-F.O. trop enfoncée dans une politique de compromissions avec le patronat, un espace libre pour une troisième confédération capable d'attirer à elle des énergies neuves. Le congrès de 1970 servira à peaufiner l'image nouvelle de la confédération qui va ainsi se trouver renforcée par l'apport de nombreux courants d'extrême gauche et libertaires. Le socialisme autogestionnaire, la propriété sociale des moyens de production, quel révolutionnaire issu de Mai 68 trouverait à redire à de tels principes ?

Avec la planification démocratique, ils forment ce qu'on appelle les trois piliers de la stratégie de la C.F.D.T. Quatorze ans plus tard, qu'en reste-t-il ?

De recentrage en resyndicalisation

Le recentrage de 1978 ratifié par le congrès de Metz (1979), puis par celui de Brest (1982), se trouve complété par de nouvelles propositions présentées dans un rapport pour le comité national d'avril. Le résultat des débats de cette instance et la nouvelle mouture du texte qui a été rendue publique peuvent nous éclairer sur cette nouvelle ligne qu'il s'agit de faire accepter au prochain congrès confédéral de Bordeaux.

Le socialisme autogestionnaire n'est plus qu'un souvenir. Pendant que certains lui accolent l'épithète de « démocratique » qui n'a d'autre but que d'en dénaturer le sens, la Confédération renonce dans les faits à cet objectif. De plus en plus clairement, il est admis que le patronat a un rôle à jouer mais qu'il doit reconnaître la place des salariés dans la bonne marche des entreprises et leur concéder des parcelles de pouvoir de décision. Ce faisant, la C.F.D.T. travaille à ouvrir des espaces de collaboration de classes dans les entreprises.

La planification est abandonnée. La notion de marché est fortement réhabilitée comme seul moyen de « détermination des besoins en-dehors de la planification autoritaire étatique ». Mais pour ne pas rompre trop vite avec un passé récent, on admet que la loi du marché doit subir des correctifs et que cela ne peut mener à « accepter les absurdités et les injustices du règne de la marchandise ».

Encore utilise-t-on les termes de socialisme autogestionnaire et de planification. Quant à la propriété sociale des moyens de production, elle tombe carrément aux oubliettes avec la reconnaissance de plus en plus nette du rôle positif que peut jouer le patronat. Un des objectifs à court terme devient la négociation sur la flexibilité de l'emploi, malgré un refus de céder aux demandes patronales d'affaiblissement des garanties collectives.

Que dire du pouvoir d'achat ? De coups de gueule en revirement, on ne sait plus trop où navigue la C.F.D.T. Le document du C.N. d'avril exigeait le maintien du pouvoir d'achat « moyen » ; la formulation retenue dans le document rendu public est le maintien du pouvoir d'achat. Mais cette concession n'était que provisoire et les prises de positions ultérieures prouvent que la C.F.D.T. accepte désormais de négocier sur les bases gouvernementales de « masse salariale moyenne ».

Les ravages de la mutation

Dans ces conditions, la C.F.D.T. annonce son intention de travailler à un « syndicalisme de la mutation qui donne autant d'importance à la proposition et à l'expérimentation qu'à la contestation ». Cette volonté de la C.F.D.T. de se situer dans son temps, de tirer les leçons du recul général de la syndicalisation pour tenter de s'adapter à une réalité nouvelle du salariat, n'est pas nouvelle. Ce qui est nouveau en revanche, c'est la valorisation importante du rôle de la négociation, du rôle des techniciens et spécialistes du syndicalisme, privilégiés par rapport à l'action syndicale à la base.

Y a-t-il une logique qui relie 1964 à 1984 ? Il n'est pas possible de dire qu'il s'agit d'un simple retour aux sources, même en mettant de côté l'aspect religieux. En fait la C.F.D.T. s'était enfoncée dans un créneau disponible à la lisière des clientèles C.G.T. et F.O. Elle est parvenue à engranger les déçus de Mai 68 et de l'extrême gauche léniniste, à tel point qu'on ne compte plus les anciens maoïstes ou trotskystes qui naviguent aujourd'hui allégrement dans les eaux confédérales.

Aussi ce simple fait interdit un retour à l'inspiration sociale chrétienne, la majeure partie de la base de la C.F.D.T. étant franchement laïque, même s'il demeure des poches importantes d'influence catholique. Mais en vingt ans, les adhérents se sont très majoritairement renouvelés.

La C.F.D.T. n'effectue pas un retour en arrière. Elle adopte un « new look » qui est l'exploitation d'un nouveau créneau jugé disponible : entamer une logique d'intégration des travailleurs et du syndicalisme à la société capitaliste, dans l'hypothèse d'une pérennisation d'un pouvoir socialiste. Dans ce cas, le pouvoir s'identifierait de plus en plus au modèle social-démocrate de type allemand ou suédois. On conçoit que dans ces conditions une place serait à prendre par une organisation syndicale pour assurer la survie d'un système basé sur le consensus social.

C'est d'ailleurs ce que montre une grande partie du rapport consacré aux questions internes avec notamment la proposition visant à faire évoluer la C.F.D.T. vers un « syndicalisme de services » susceptible de retenir les adhérents. Cet aspect des orientations confédérales a disparu du texte rendu public, mais on peut penser que c'est uniquement dans un souci de diffusion grand public qu'on a supprimé ces questions assez ardues pour les profanes. Soyons-en sûrs : ces thèmes ressortiront pour le congrès de Bordeaux dans six mois.



Qu'y a-t-il derrière la C.F.D.T. ?

Contre Le Racisme 3

« CONVERGENCE 84 »

INTERVIEW DE ADJERA, JOSÉE, MARIE,
SOULIMANE, RÉALISÉE PAR JEAN-MICHEL
ET LÉA DE LA COMMISSION ANTIRACISTE
(FÉDÉRATION ANARCHISTE)

— **« Le Monde libertaire »** : « Convergence 84, on commence à savoir ce que c'est, puisque des affiches apparaissent sur les murs de certaines villes, quelques quotidiens en ont un peu parlé... Quel rapport y a-t-il entre la « Marche pour l'égalité » de l'année dernière et « Convergence 84 » ?

— **« Convergence 84 » (S.)** : « Convergence 84 » est née à la suite de la marche de l'année dernière ; mais cette année elle a voulu être beaucoup plus précise dans ses luttes et beaucoup plus « large » : « Convergence » est ouverte à toutes les personnes, quelles que soient leur nationalité et leur culture, pour se battre pour l'égalité et contre le racisme.

— **Le M.L.** : J'avais entendu dire que, l'année dernière, les initiateurs de la marche avait fait appel à d'autres communautés, par l'intermédiaire des associations, — l'affiche en témoignait d'ailleurs. Mais les Beurs se sont retrouvés entre Beurs parce qu'il n'y avait pas eu de réponse. Pourquoi ?

— **Conv. (A.)** : L'an passé, effectivement, un appel a été lancé à toutes les associations, quelle que soit leur origine, mais il est vrai que cela a été perçu comme la marche des Beurs parce que les marcheurs étaient presque en totalité des maghrébins, même si l'on trouvait avec eux quelques Français. Cette année, avec « Convergence », la différence c'est que les noyaux seront composés de différentes nationalités, ce qui fait que, déjà, les diverses communautés qui existent en France vont se reconnaître à travers cette initiative.

— **Le M.L.** : Tu parlais de l'égalité des droits contre le racisme. Qu'est-ce que tu entends par égalité des droits ? Qu'est-ce que ça implique pour vous ?

— **Conv. (J.)** : Il s'agit effectivement de « Convergence pour l'égalité ». La question s'est posée dès le début : est-ce que ce ne devait pas être « Convergence 84 pour l'égalité des droits » ? Il y a eu un grand débat sur le sujet. Si on a retenu ce titre à la fois plus vaste et plus vague, ce n'est pas par hasard, mais parce que l'initiative « Convergence 84 pour l'égalité » s'adresse d'abord et au premier chef à l'opinion publique.

Le problème pour nous se situe au niveau du débat d'idées en premier lieu. On a l'impression qu'actuellement plus personne n'est porteur d'un débat d'idées sur l'égalité. L'égalité, d'abord au sens large du terme. L'égalité, c'est-à-dire la possibilité de vivre ensemble avec des droits qui font qu'un couple, des gens qui travaillent ensemble, des gens qui passent leur temps libre ensemble, puissent le faire dans l'égalité. Ce que nous visons c'est de remettre à jour, dans la société française, un débat qui aille au plus profond des choses sur « qu'est-ce que c'est l'égalité, qu'est-ce que ça veut dire dans la société française ». C'est évident que, derrière ça, se posent des questions extrêmement concrètes concernant la vie des immigrés en France : possibilité de s'exprimer en tant que citoyen — donc effectivement, derrière ça il y a le droit de vote, la possibilité d'être logé décentement, être à l'abri de se faire flinguer dans la rue à tout bout de champ (problème des crimes racistes et sécuritaires)...

Ce que nous disons, c'est que nous ne sommes pas une instance qui se devait d'avancer une quelconque liste de revendications car nous avons voulu prendre en compte les réalités de chaque ville, chaque région. C'est au cours de la convergence que se dégagera une sorte de carte de France des revendications. Mais l'égalité des droits on y tient, et « Convergence 84 », c'est aussi un combat pour l'égalité des droits. Cette revendication sera présente tout

au long des parcours de « Convergence ». Dans les différentes villes que nous traverserons, nous attendons qu'une mobilisation se fasse non seulement au niveau de l'accueil, mais également sur les problèmes vécus par les gens.

— **Le M.L.** : Pourriez-vous aussi expliquer brièvement comment va se passer cette convergence.

— **Conv. (A.)** : D'abord, « Convergence » est un peu le prétexte à faire ressortir les revendications locales : les gens, à travers l'initiative, vont pouvoir parler de ce qu'ils vivent sur leur localité. Concernant le déroulement de « Convergence » : le départ a eu lieu le 3 novembre. Cinq groupes sont constitués par des noyaux de différentes nationalités : Portugais, Français, Africains, Antillais, Asiatiques, Maghrébins, etc. Ces noyaux seront eux-mêmes entourés de groupes de diverses nationalités, groupes constitués de couples, de gens qui travaillent ensemble, qui passent leur loisirs ensemble, qui sont voisins... bref, qui peuvent se rencontrer dans la vie de tous les jours. Cinq villes de départ : Strasbourg, Brest, Marseille, Toulouse et Lille. L'arrivée est prévue pour le 1^{er} décembre et, à l'arrivée, un grand carnaval de toutes les couleurs... ça a été prévu pour le même soir.

— **Conv. (S.)** : Ce qui est important pour « Convergence », ce n'est pas uniquement la fête. Il y a des luttes quotidiennes, nous en tenons compte. Par exemple, à Châlons-sur-Saône, on se dirigera sûrement sur Le Creusot, symbolisant les restructurations industrielles, et là se trouvent des gens qui se mobilisent pour ça. Il y aura donc la fête, mais on n'oublie pas les luttes.

— **Le M.L.** : Georgina Dufoix était à l'arrivée de la marche des Minguettes en 83. Discours humanistes et mains tendues ont été de mise. Presqu'un an après, le Conseil des ministres adopte un train de mesures anti-immigrés. Qu'attendez-vous cette fois-ci ?

— **Conv. (J.)** : Je sais, on dit : « Après la marche, il ne s'est rien passé... ». Il faut nuancer, si « Convergence » existe, c'est parce que des gens sont restés mobilisés, ils ne sont pas rentrés chez eux. Nous nous sommes beaucoup déplacés dans les régions pour organiser les étapes, et on y a rencontré des gens qui avaient fondé, l'année dernière, un comité pour l'égalité, et les gens étaient prêts à rester mobilisés.

Le cadre de « Convergence » leur permet de faire revivre des choses qui étaient un peu retombées. Il faut dire qu'après la première marche, dans les mois qui ont suivi, la droite et l'extrême droite ont ressorti les vieux trucs. La gauche aussi d'ailleurs. L'après « Convergence » ne dépendra pas de nous, mais aussi de ce que d'autres, ailleurs, réussiront à faire vivre par la suite. « Convergence » n'est ni un parti politique ni une association... Je ne sais pas ce qu'il en adviendra après la convergence...

— **Conv. (S.)** : Cette année, on ne cherche pas à être reçus par qui que ce soit, ministre, Premier Ministre ou Président. On ne cherche pas à aller à l'Élysée pour les accolades, les bisous à gauche et à droite. Ce qui nous importe, c'est l'opinion publique. Ce que nous voulons démontrer, c'est la réalité d'une France multiculturelle. Partout, dans les écoles, dans les quartiers, les lieux de travail, les gens doivent pouvoir vivre leur culture et apprendre celle des autres. Mais ça ne peut se faire que dans l'égalité. Vivre ensemble sans égalité, ça on n'en veut pas. L'année dernière, il y avait une revendication assez précise qui était celle de la carte de 10 ans. Cette année, on va beaucoup plus loin, c'est l'opinion publique qui nous répondra.

ÇA Y EST, ILS SONT PARTIS

L E 3 novembre, des cinq coins de France (Brest, Toulouse, Marseille, Strasbourg, Lille), partaient des groupes de jeunes gens sur leurs mobylettes pour parcourir la France. Ces cinq groupes, constitués par des noyaux de différentes ethnies (Portugais, Africains, Français, Antillais, Asiatiques, Maghrébins) veulent montrer qu'on peut vivre et lutter ensemble si on ne fait pas de la différence une barrière insurmontable.

« On the road again »

Cette convergence est née des suites de la marche pour l'égalité de l'an dernier. La marche de 1983 ne devait pas s'arrêter là ; comme le disent des membres de « Convergence 84 » dans *El Horia* n°4 (1) : « Si « Convergence » existe, c'est parce que des gens sont restés mobilisés, ils ne sont pas restés chez eux. Nous nous sommes beaucoup déplacés dans les régions pour organiser les étapes, et on y a rencontré des gens qui avaient fondé l'année dernière un comité pour l'égalité et des gens étaient prêts à rester mobilisés ».

Cette année, la marche ne cherchera pas à rencontrer le Premier Ministre ou le Président, qui donnent l'accolade d'un côté et prennent des mesures anti-immigrés de l'autre. Non, ce que « Convergence » veut toucher c'est l'opinion publique, montrer l'existence d'une France multiculturelle. L'action de « Convergence » veut montrer également : « tout le travail qui a été fait au travers des associations, des prises de positions diverses, l'aspect posi-

tif de certaines revendications et de certaines luttes. Il est important de montrer tout ce qui s'est passé, le cheminement au travers duquel tout cela s'est exprimé et les aspects positifs de l'ensemble. Ce qui est important, c'est de parler de ce qui est fait et de ce qu'il est possible de faire ».

En route vers de nouvelles aventures

La convergence, grâce aux cinq trajets empruntés aura au moins 62 étapes où auront lieu meetings, galas, carnavaux, etc.

Elle se terminera par un grand rassemblement à Paris le 1^{er} décembre, au cours duquel au-

ra lieu un immense carnaval tout en couleur et un gala. On espère vous y voir. « Pour que « Convergence 84 » ai gagné, dit Farida Belghoul, l'une des instigatrices du mouvement, il faudra un nombre impressionnant de personnes à Paris le 1^{er} décembre et surtout la présence de toutes les communautés. C'est le seul mouvement qui sera incontournable. Voilà, il y a des Maghrébins, des Portugais, des Africains qui diront : « On existe et l'avenir ne sera pas sans nous ! »

Jean-Pierre Levaray

(1) *El Horia* (abonnement pour quatre numéros : 25 F minimum), 9, impasse des Pommiers, 76800 Saint-Etienne-du-Rouvray.



Lors de la marche de l'année dernière.

LIBERTÉ POUR TOUMI

« **P** AR cette marche non-violente, nous voulons montrer que nous ne sommes pas des sauvages, qu'on n'a pas de grandes dents ! » Toumi Djaidja résumait ainsi l'objectif de la marche contre le racisme et pour l'égalité, en décembre 1983. Placé plus ou moins malgré lui sous les feux des médias, bien qu'il se soit refusé à jouer un rôle de leader des Beurs, Toumi a été parmi ceux qui ont lancé l'idée d'une marche sur Paris, l'an dernier. Le projet a germé autour de son lit d'hôpital, après avoir reçu une balle d'un flic, alors qu'il tentait d'empêcher le chien de ce dernier de mordre un jeune maghrébin. Parti avec les autres marcheurs de Marseille, il se retrouvera à l'Elysée, devenu « interlocuteur privilégié » l'espace d'une journée du gouvernement socialiste qui, depuis, est considérablement revenu sur son beau discours antiraciste et égalitaire, comme chacun le sait. (Les élus du P.S. oseront-ils se pointer cette année à l'arrivée de « Convergence 84 » ?) Mais la justice a suivi son cours. Toumi, avec d'autres jeunes, dont son frère Amar, est poursuivi depuis février 1982, soupçonné d'avoir participé à une série de vols.

Pour la police, pas de doute, ça vient des Minguettes ; et Toumi, responsable de l'association S.O.S.-Avenir Minguette, est forcément dans le coup. Le 16 octobre dernier, il est condamné à 2 ans de prison et incarcéré immédiatement. Il est évident qu'à travers lui, c'est l'ensemble de la marche (soutenue par de « pseudo intellectuels et para-éducateurs », selon le substitut Blaes de Saint-Etienne) qui est jeté en prison. De plus, cette condamnation tombant en même temps que la « Convergence 84 », il saute aux yeux que Toumi est devenu l'enjeu d'affrontements politiques qui le dépassent largement. Ainsi, la presse d'extrême droite et de droite a fait campagne contre ce « loubard des Minguettes qui serre la main de Mitterrand », et si le tribunal a déclaré ne pas vouloir être influencé par le rôle de Toumi dans la lutte antiraciste, il ne peut nier l'avoir été par certains pisse-copies.

Toumi, qui passait vendredi dernier en appel à Lyon, est toujours en taule, bien que le tribunal lyonnais ait été beaucoup plus mesuré que celui de Saint-Etienne. Le jugement sera rendu le 29 novembre ; la demande de mise en liberté a été refusée par le tribunal. Restons solidaires et vigilants !

G.D.

LA FIDÉLITÉ DU RÉMORA

Fidèle !

D IMANCHE 4 novembre se tenait la journée d'amitié française et de chrétienté — ben oui, ça existe des trucs comme ça ! Après Romain Marie et François Brigneau (là, on comprend déjà mieux ce que c'est !), Jean-Marie Le Pen (ben tiens !) a déclaré : « (...) c'est un grand plaisir de se retrouver parmi ses amis, des hommes fidèles à leur passé ».

C'est le même J.-M. Le Pen qui, jeune député poujadiste, déclarait à l'Assemblée nationale le 28 janvier 1958 (J.O. des débats, p. 309) : « Ce qu'il faut dire aux Algériens, ce n'est pas qu'ils ont besoin de la France, mais que la France a besoin d'eux. C'est qu'ils ne sont pas un fardeau ou que, s'ils le sont pour l'instant, ils seront au contraire la partie dynamique et le sang jeune d'une nation française dans laquelle nous les aurons intégrés. (...) Je ne crois pas qu'il existe plus de race algérienne que de race française (...). Je conclus : offrons aux musulmans l'entrée et l'intégration dans une France dynamique. Au lieu de leur dire : vous nous coûtez très cher, vous êtes un fardeau, disons-leur : nous avons besoin de vous, vous êtes la jeunesse de la nation. »

On pourrait s'étonner de ces revirements, on pourrait s'indigner de ces appels à la fidélité de la part d'un homme qui — député, donc représentant — dit aujourd'hui le contraire de ce que disait le député qu'il était hier.

Jean

LES F.L.I.C.S. CONDAMNÉS !

T ROIS mille francs d'amen- de chacun. C'est le tarif imposé par la chambre correctionnelle de Reims à trois militants libertaires : Christian Drouet, Catherine Gusco et Pascal Ruffier, pour avoir usé d'un moyen très original, dans le but de sensibiliser la population rémoise sur les dangers que représente la création par l'Etat socialiste du fichier informatisé V.A.T. (Violence, Attentats, Terrorisme). Ils avaient distribué un peu partout dans Reims des convocations invitant les habitants à se présenter au commissariat afin d'être fichés et photographiés. Plus de 70 personnes trouvèrent cette initiative absolument normale puisqu'elles se rendirent sans plus de réflexion à cette convocation. C'est lors d'une distribution que les trois « faussaires » furent interpellés.

M^e Alain Fournier et M^e Jocelyne Beyer, les avocats, rappellèrent lors du procès que cette action visait à informer les gens sur le fait que le fichier V.A.T. regrouperait jusqu'à 100 000 noms, et que la commission nationale Informatique et liberté n'a pas jugé bon, malgré cela, de donner un avis défavorable (voir M.L. n°544, où Christian, l'un des inculpés, a expliqué en détail le fonc-

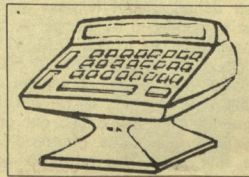
tionnement du fichier V.A.T.). L'action revendiquée très justement par le groupe F.L.I.C.S. (Fichage légalisé des individus considérés subversifs) a prouvé qu'il suffisait d'envoyer un papier à en-tête pour que les destinataires, dans la plupart des cas, ne se posent aucune question, puisque « C'est obligatoire ». Espérons que maintenant, ce canular leur a un peu ouvert les yeux !

Ce procès a été l'occasion de faire un peu de bruit autour des mesures de fichage policiers dans la région, et principalement contre les militants antinucléaires qui s'opposent à la centrale de Chooz et les sidérurgistes de la Chiers, dangereux « terroristes » comme chacun le sait. Ainsi, un témoin cité par la défense, Vincent Leroy, responsable du Front commun antinucléaire de Chooz, est venu raconter comment son téléphone a été placé sur écoute et comment il s'était rendu compte que son nom figurait sur les listes des personnes à contrôler aux frontières. Cela n'a pas beaucoup ébranlé le président Deltail qui a estimé que finalement les condamnés « avaient beaucoup de chance de vivre en France » (sic !).

Aujourd'hui, alors que l'Etat tente de criminaliser systématiquement toutes les luttes ouvrières, antinucléaires, antimilitaristes, régionalistes, etc., que la lutte « antiterroriste » — alors que le « terrorisme français » est inexistant (1) — sert essentiellement de prétexte pour que l'opinion ne trouve rien à redire au fichage systématique de tous ceux qui refusent de marcher dans le rang ; aujourd'hui que les socialistes, en bons chiens de garde du capital, traquent ceux qui menacent un tant soit peu les intérêts du patronat, ayant depuis longtemps relégués les beaux idéaux au placard ; les copains de Reims ont prouvé qu'on peut malgré tout faire preuve d'imagination dans la subversion... et que c'est efficace !

Gil

(1) Voir à ce sujet l'interview du capitaine Barril, du G.I.C.N., à Libération. Même les gendarmes de choc le disent !





PINOCHET : « MERCI RONALD ! »

LES observateurs politiques voyaient il y a quelques temps des signes avant-coureurs d'une libéralisation politique au Chili. Ceux qui avaient aidé à mettre la dictature en place, politiciens ou camionneurs s'entendaient avec des représentants de l'opposition pour signifier légalement au général Pinochet qu'il fallait abandonner le pouvoir... Le Sénat américain, s'inquiétant même du non respect des droits de l'homme au Chili, voulait suspendre l'aide économique au régime dictatorial de Santiago. La manière dont a été menée la répression au cours des dernières manifestations et « protestas » menait tout droit à une toute autre chose : l'état de siège au Chili.

Alors que l'opposition politique croyait pouvoir composer pour remplacer le président-général, celui-ci a tranché en durcissant sa politique et en se présentant comme le seul défenseur du Chili contre les terroristes et autres révolutionnaires. Nul doute que le triomphe électoral de Reagan et la volonté de celui-ci de juguler la « subversion » en Amérique centrale ont été pour Pinochet l'appui dont il avait besoin face au rapport d'Amnesty International... Les « ennemis de l'Amérique » doivent, dans la logique reaganienne être combattus par tous les moyens, et si le Chili n'est pas

le Nicaragua, l'état de siège est la contribution de Pinochet à la politique américaine.

A la veille de la onzième « protesta », le 29 octobre dernier, Augusto Pinochet avait, au cours d'un discours télévisé, averti qu'il n'hésiterait pas à « instaurer l'état de siège si la situation l'exigeait ». Une semaine après, le gouvernement chilien présente sa démission, clôturant ainsi la timide ouverture qui l'avait conduit au dialogue avec les modérés. S'il a refusé la démission de ses ministres (sauf un...), le général Pinochet montre clairement à l'opinion internationale que le Chili n'a qu'un seul maître : lui !

L'état de siège au Chili confère tous les pouvoirs au Président de la République. C'est lui qui peut « déplacer les personnes d'un point à un autre du territoire national, les arrêter à leur domicile ou dans des lieux qui ne soient pas des prisons ». Il peut aussi ordonner l'expulsion de personnes du Chili et suspendre la liberté d'information et le droit de réunion. Se croyant investi d'une mission divine, épaulé par le grand-frère américain, Pinochet veut réinstaurer l'ordre des stades... gageons que les Chiliens ne le laisseront pas faire !

Alexis Pierre

RADICALISATION ?

LES autorités de Pretoria, de leur propre aveu, craignent davantage les coups portés par la principale organisation anti-apartheid, l'U.D.F. (United Democratic Front) qui regroupe plus de 700 associations, comités locaux et fédérations syndicales, que les actions de sabotages et de guérilla urbaine lancés par l'African National Congress. Tel est l'évident constat que l'on retire de la « grève générale des lundi 5 et mardi 6 novembre.

Un comité organisateur, appuyé par l'U.D.F. et deux fédérations syndicales : la FOSATU (Federation of South Africa Trade Unions) et la CUSA (Councils of Union of South Africa), appela le 5 novembre à une grève générale de 48 heures, dans la province du Transvaal. Les mots d'ordre reprennent, tout compte fait, des revendications maintes fois exprimées : gel des loyers, libération des prisonniers politiques, amélioration du système éducatif. Le bilan des victimes — 23 noirs — très lourd est quelque peu effacé devant l'indéniable succès de cette grève générale. L'appel à rester chez soi a véritablement paralysé cette région fortement industrialisée. Les employeurs prêtèrent main forte aux forces de l'ordre en licenciant massivement tous les employés qui ne se rendirent pas aux portes des usines. Cette répression ne fait que confirmer la justesse de l'offensive du front de lutte.

Le gouvernement en difficulté

Cette offensive peut être datée de février 1984 si l'on ne considère pas les multiples manifestations de révoltes comme des épiphénomènes. Le boycott des cours par les lycéens et étudiants, les premières grèves légales des mineurs — impulsées par la N.U.M. —, la campagne abstentionniste de l'U.D.F.

relative à la réforme constitutionnelle et enfin les émeutes, les flambées de violence du début septembre. Les tracts lancés par hélicoptères sur les townships, incitant la population à se rendre au travail, sont restés lettre morte.

La renaissance du mouvement syndical va donner à la confrontation le coup de pouce nécessaire au renversement du rapport de force en faveur de la population noire. La distinction et/ou division qui affaiblissait la mobilisation anti-apartheid, celle des luttes à caractère raciale et non raciale ne pèsera plus sur l'indispensable unité. C'est la conclusion que l'on dégage.

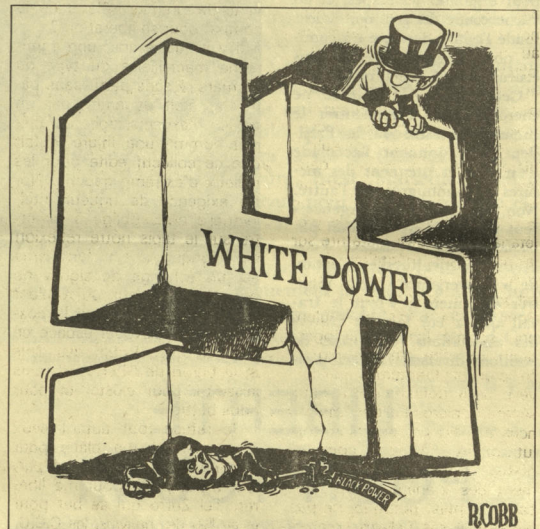
Les luttes syndicales vont mettre en danger le gouvernement raciste d'Afrique du Sud. L'initiative de la création d'une centrale syndicale unifiée, que *Le Monde libertaire* (n°541) laissait pressentir à ses lecteurs, va se concrétiser en 1985. Portant l'affrontement sur le ter-

rain économique, les noirs peuvent envisager une issue, qui sera malgré tout certainement sanglante, à leur exploitation.

M. Thami Mali, président du comité de grève du Transvaal, confirme la tendance : « Nous savons que nous avons le pouvoir entre nos mains, et que nous pouvons l'utiliser comme bon nous semble. Nous ne pouvons plus retourner en arrière. Notre devoir est d'accroître la résistance, de créer une situation ingouvernable et d'obliger l'Etat à déclarer certains secteurs « zones libérées. »

L'apartheid est ébranlé. Le transfert de la charge du maintien de l'ordre de la police à l'armée et le rôle dans la coercition que les autorités politiques lui demande de tenir préjugent de la prudence, sinon de la volonté du régime raciste d'employer les grands moyens pour étouffer toute situation révolutionnaire.

Hervé
Gr. Paris XIV^e



R.F.A

LES DEUX FACETTES DE L'IMMIGRATION

LA situation des travailleurs immigrés reste très précaire en République fédérale d'Allemagne comme dans de nombreux pays. Parqués dès leur entrée en R.F.A. dans des conditions humiliantes dans des centres de transit, la plupart est refoulée aux frontières. Le droit d'asile est devenu plus strict.

Le rapprochement des familles pose nombre de problèmes à la coalition gouvernementale. Soucieux de réduire par tous les moyens le nombre des étrangers vivant en R.F.A. — environ 4,5 millions dont 1,6 millions de Turcs — le ministre de l'Intérieur, F. Zimmermann, ne sait plus à quel saint se vouer. Une loi, votée en novembre 1983, attribuait une prime individuelle dégressive de départ à chaque travailleur immigré qui quittait définitivement le pays avec toutes les personnes à sa charge. A cette prime initiale de 10 500 D.M. (31 500 F) s'ajoutaient 1 500 D.M. (4 500 F) par enfant, plus le remboursement des cotisations aux caisses de retraite (!). Quelques 300 000 personnes ont opté pour cette formule. Une goutte d'eau dans la mer, selon les autorités gouvernementales.

Cependant, la controverse s'est installée dans les rangs de la coalition et les libéraux se sont faits les chantres de la garantie des droits élémentaires pour les immigrés. Ainsi, ils ont forcé le ministre de l'Intérieur à renoncer — momentanément — au durcissement de la loi sur l'immigration. Zimmermann voulait empêcher les étrangers de faire venir leurs enfants âgés de plus de six ans et rendre plus compliquée la possibilité, pour ceux nés en R.F.A. ou venus avec leurs parents, de se marier dans leur pays d'origine et de faire venir leur conjoint.

Les règles applicables sont donc les suivantes (« sauf aggravation de la situation », dit la loi) :

- droit pour tout ressortissant étranger déjà marié de faire venir son conjoint ainsi que ses enfants jusqu'à l'âge de seize ans ;
- droit pour les étrangers de la deuxième et troisième génération de faire venir leur conjoint, après un an de mariage (3 ans dans les Länder du Bade-Wurtemberg et de Bavière).

La communauté turque est principalement concernée. La décision de la précédente coalition social-démocrate libé-

rale, en novembre 1973, d'interdire toute embauche nouvelle de travailleurs étrangers non ressortissants de la C.E.E. risque d'être mise en porte-à-faux par le traité d'association entre la Turquie et la C.E.E. qui entrera en vigueur en 1986 et qui prévoit la libre circulation des ressortissants turcs dans la Communauté. Mais, nous savons fort bien que penser des traités entre Etats : ils desservent toujours la cause des principaux concernés.

On ne peut pas parler de l'immigration et faire l'impasse sur les vexations et les menaces quotidiennes auxquelles sont exposés les travailleurs immigrés et leurs familles. En R.F.A., 2,2 millions de personnes sont au chômage. Les travailleurs immigrés représentent 1,8 millions de la population active. Pour certains, le calcul est vite fait. « Foutons les étrangers à la porte, ça donnera du travail aux Allemands ! » C'est sur ce thème que le N.P.D. (parti national d'Allemagne, néo-nazi) a mené la campagne des européennes. Les groupuscules néo-nazis et d'extrême droite, qui comptent environ 20 000 membres recensés officiellement, se multiplient et ne cessent de harceler les étrangers. A intervalles plus ou moins réguliers, la presse

signale des incidents souvent graves. Un climat étouffant de xénophobie et d'ostracisme se développe en profondeur et menace de conduire à une explosion sociale.

Mais, la situation est toute autre lorsque le gouvernement décide d'accueillir les ressortissants des pays qui se trouvent derrière le rideau de fer. C'est ainsi que 1 300 Roumains de souche allemande sont autorisés à émigrer chaque mois moyennant le versement par l'Etat allemand de la coquette somme de 7 800 D.M. (24 000 F) par personne. Ils sont encore 300 000 En Roumanie à attendre leur visa d'immigration. Sans parler des rachats des prisonniers politiques à la R.D.A., qui coûtent fort cher.

Une fois en territoire allemand, il faudra bien donner du travail à ces gens-là. Alors ?... Oui, mais ces gens-là sont des Allemands victimes de l'oppression des régimes totalitaires. En les accueillant, le gouvernement marque des points dans l'opinion publique et dans les sphères libérales occidentales. Toute la différence est là.

Martine
Liaison Bas-Rhin

L'OPÉRATION « MAMMOUTH » EN BELGIQUE

JUSQU'il y a peu, pour vous, pour moi, le terrorisme c'était un phénomène exotique. En Italie avec les Brigades rouges, en France avec Action directe, en Allemagne avec la Fraction armée rouge... les desperados de la Révolution prolétarienne, c'était pas pour nous. Et voilà qu'au grand soir, dans le petit matin blême, les déflagrations des bombes font rêver au grand soir.

Difficile réaction pour nous, qui vivons au quotidien un combat libertaire pour changer la société. Comment ne pas céder à la tentation romantique du soutien aux conspirateurs qui feraient trembler les colonnes de cet Etat qui nous enserre ?

Mais ce premier sentiment passé, il en vient un autre, plus clair, plus raisonné. Et d'abord comment sympathiser avec ces Cellules combattantes qui se veulent communistes ? Comment ne pas affirmer haut et clair notre opposition fondamentale au projet de société qu'elles défendent ? Le « communisme », on a vu que ça a donné chaque fois qu'il s'est imposé à une société. Comment accepter les valeurs qu'il véhicule : hiérarchie et autoritarisme dans les partis qui s'en réclament, refus du respect pluraliste de la différence, « dictature du prolétariat » ou plutôt dictature sur le prolétariat, négation de la dimension individuelle, étatisation de la vie collective, 1984... Pour les libertaires qui veulent une société libre et autogestionnaire point n'est besoin de se creuser longtemps la cervelle pour définir ce qui nous sépare. L'histoire elle-même qui nous rappelle ces périodes révolutionnaires où des communistes liquidèrent physiquement ces « anars » trop radicaux. Et puis, pourquoi ne pas proposer à ces Cellules combattantes d'élargir leur combat à

Pourquoi se limiter à l'impérialisme américain et oublier l'invasion soviétique de l'Afghanistan. Est-ce distraction que d'omettre ces fusées S.S.21 qui ont loué le vis-à-vis des Pershing et des Cruise ?

Au-delà de cet impossible soutien au projet politique que défendent les Cellules communistes combattantes, il nous faut réfléchir à leur stratégie. Et d'abord de rappeler, si nécessaire, que pour nous, en aucun cas, la fin ne justifie les moyens. La société pour laquelle nous luttons sera déterminée par le chemin qui nous y mènera. Comment imaginer une société anti-autoritaire portée sur les fonts baptismaux par un parti autoritaire de type léniniste ? Comment imaginer une société non-élitiste en ayant dans la tête le principe des « masses et de l'avant-garde » ? Comment imaginer une société adulte qui s'autogère en la privant du premier rôle dans le combat pour sa libération ?

Il y a quatre ans, une imprimerie marseillaise du type du 22 mars, « sans parti, sans patron », était dynamitée par un groupe d'extrême droite qui prenait comme une injure le fait que ce collectif édite pour les milieux d'extrême gauche. Notre exigence de rigueur intellectuelle nous oblige à remettre sur le tapis notre réflexion de l'époque : « le terrorisme est un échange de signes de pouvoir entre ceux qui veulent le prendre et ceux qui le possèdent ». Mais quel espace ce combat entre Robin des Bois et le baron de Sherwood nous laisse-t-il pour exister et pour nous battre ?

Je refuse tout autant ceux qui parlent à ma place pour m'opprimer que ceux qui parlent à ma place pour me libérer. Tel Zorro qui se bat pour et au lieu des pauvres, les C.C.C. me privent de la parole et de

dre ou à garder, en ton nom, mais sans toi. » C'est bien de cela qu'il s'agit. Ce groupe qui s'auto-proclame « avant-garde du prolétariat pour la construction de l'organisation communiste » me laisse-t-il une place dans son combat ? Au-delà de notre opposition sur les objectifs, nous pensons que la réponse à cette question est négative. Pour notre part, nous y préférons une formule qui, bien que vieille de cent-cinquante ans, est plus que jamais d'actualité : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ». Pour une société autogérée, commençons par autogérer notre combat.

Que ceci ne pousse pas dans les bras de Gol et de l'Etat. Refusons le piège qui voudrait que ne pas être d'accord avec l'un nous oblige à être d'accord avec l'autre. Ni l'Est ni l'Ouest, ni la gauche ni la droite, ni rouge ni mort, sortons-nous des choix impossibles entre la peste et le choléra. Et rappelons que le terrorisme individuel est de bien peu d'importance face au terrorisme d'Etat et à la violence institutionnelle. Comparez les quelques mètres cubes de béton

volatilisés par les bombes des C.C.C. aux guerres mondiales ou coloniales organisées par les Etats, et vous le constaterez... Les premiers terroristes, ce sont eux. Combien de millions d'hommes et de femmes en ont été victimes ? Et ceci sans oublier cette violence institutionnelle, permanente, quotidienne et insidieuse qui, hors des conflits militaires, fait aussi ses victimes. Combien de morts tous les ans, assassinés par des conditions de travail qui privilégient la rentabilité contre l'homme. Que dire de ces trente mille personnes (pas tous des combattants) qui vivent à Bruxelles sans gaz et sans électricité malgré les rigueurs de notre climat. N'est-ce pas une violence que de les obliger, du fait de leur manque d'argent, de vivre dans le froid et le noir dès six heures le soir. On pourrait continuer ainsi continuer à l'infini, notamment en parlant de l'arbitraire qui règne dans certains secteurs de cet Etat démocratiques : n'oublions pas les prisons, l'armée, la police,...

Et que face à cette violence d'Etat, on ne nous parle pas d'efficacité ou d'inefficacité. Nous pensons que ce ne sont

pas quelques attentats contre des locaux de firmes industrielles, fussent-elles au service de l'armement, qui arrêteront la prochaine « guerre impérialiste ». C'est de la mobilisation de chacun de nous que cela dépend. Plutôt que d'applaudir aux exploits de Zorro, nous préférons l'arme de la non-collaboration active. Sans soldats, que les généraux aillent se battre et qu'ils y crèvent... l'humanité y gagnera en bonheur.

Babar

COMMUNIQUÉ

SUITE aux perquisitions qui se sont déroulées dans les locaux de l'imprimerie du 22 mars, la Fédération anarchiste dénonce les méthodes policières qui visent à amalgamer le mouvement anarchiste belge avec les Cellules combattantes communistes, et exprime sa solidarité avec les compagnons anarchistes belges.

La F.A.F.

LES C.C.C.

NOUS n'éprouvons aucune sympathie pour aucun groupe d'action « terroriste » en Belgique actuellement, et surtout pas pour l'organisation se faisant appeler « Cellules communistes combattantes » (C.C.C.).

Car leurs actions tendent, objectivement, au renforcement de l'appareil répressif de l'Etat (qui de toute évidence n'a pas besoin qu'on l'aide à se renforcer), en donnant l'occasion à celui-ci de laisser croire à la nécessité de ce renforcement, et d'en permettre ainsi la justification.

Dans le cas précis des C.C.C., l'idéologie marxiste-léniniste dont elle semblent se réclamer nous fait douter au plus haut point de leur capacité à libérer quiconque de l'oppression du capitalisme et de l'Etat.

L'émergence d'un phénomène « terroriste » en Belgique sert trop bien les intérêts de certains — partisans d'un Etat fort, appareil d'Etat, partis politiques, puissances étrangères diverses — pour qu'on ne soit pas en droit de douter de la fiabilité politique et de l'origine réelle des C.C.C. Sont-elles infiltrées, manipulées, voire organisées ou encore utilisées par ceux à qui servent objectivement leurs actions : le résultat est le même !

Pour nous, la lutte nécessaire contre le capitalisme et l'Etat, vers l'autogestion généralisée et la liberté passe par des moyens compatibles avec ces fins. L'histoire nous montre que le terrorisme, s'il peut à la rigueur être compris (pas justifié) dans le cas limite d'une révolte qui ne trouve pas d'autres moyens de s'exprimer, n'a jamais, utilisé comme mode d'action politique en soi, fait avancer la cause que nous entendons défendre.

Face aux moyens de répression que possède l'Etat, face aux contrôles de la presse par divers groupes financiers, dont

le but n'est certes pas la création ou le maintien d'une opinion libre, les moyens des terroristes, quels qu'ils soient, seront toujours la partie faible du rapport de forces. L'illusion que peuvent créer quelques attentats fera rapidement place à l'amère réalité : sur le terrain de la violence, comme stratèges politiques, l'Etat a toujours le dernier mot !

Ce qui ne veut pas dire : Que nous soyons particulièrement attristés (ou réjouis) par les dégâts causés aux succursales de diverses entreprises ou partis politiques.

Que nous sommes prêts à hurler avec les loups, en entrant dans la campagne d'hystérie anti-terroristes (ou anti-sympathisants) qui risque de se jouer incessamment. Nous revendiquons le droit de n'être ni avec l'Etat ni avec les terroristes.

Que nous resterons sans protester contre les campagnes d'intimidation du type « opération Mammouth », opération qui, à elle seule, nous semble aussi grave pour la liberté que les actions des C.C.C.

A cet égard, l'opération « Mammouth », censée être la recherche d'un groupe terroriste, nous apparaît comme un merveilleux prétexte à :

- une énorme opération de remise à jour des fichiers ;
- une grande manœuvre de stigmatisation : si l'on a rien trouvé, on a quand même émis l'idée qu'on aurait pu trouver, et par là devient possible l'amalgame d'une grande partie de la « gauche » à d'éventuels « terroristes », selon le bon vieux principe que

l'on n'est pas perquisitionné si on n'a rien à se reprocher.

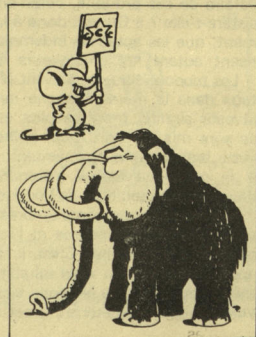
• une répétition générale, visant à habituer l'opinion publique à un Etat policier de plus en plus omniprésent, le manque de réaction des démocrates est, à ce sujet, un symptôme alarmant.

En conséquence, • nous affirmons notre désaccord et notre opposition à la pratique « terroriste » et à l'action « politique » des prétendues Cellules communistes combattantes.

• Nous exprimons notre indignation face à la très théâtrale « opération Mammouth », partie visible de l'iceberg qu'est le renforcement de la répression politique dans notre pays.

• Nous engageons les groupes libertaires, les militants et les sympathisants se réclamant du mouvement libertaire à réfléchir et à ne pas se mettre en position d'être (peu ou prou) pris dans le cercle vicieux répression-riposte, élément fondamental de l'engrenage terroriste.

Cercle Bakouine U.L.B.
Coordination libertaire à l'U.L.B.
25 octobre 84



Ces articles sont extraits d'Alternative libertaire du mois de novembre.

« MAMMOUTH »

LE 19 octobre, 5 heures du matin. De cinq cents à mille policiers participent à la plus grande rafle jamais organisée en Belgique depuis la guerre. Relevons pour commencer que l'opération « Mammouth » ne s'appuie en rien sur des faits issus d'une enquête policière. C'est une opération politique, une chasse aux sorcières. Les cent-vingt perquisitionnés n'ont pas été choisis en fonction d'éléments de l'enquête sur les C.C.C., mais bien sur base des opinions présumées des personnes visées. Il est acquis aujourd'hui que les policiers ont dressé une liste de cent-cinquante noms soupçonnés par elles d'« avoir recours à un moment ou à un autre au terrorisme ». De même, une autre liste de mille cinq cents noms cette fois a été constituée. Elle rassemblerait tous ceux qui, selon les polices, seraient prêts à porter aide aux terroristes.

Ces listes noires où l'on trouve tout le monde et personne qui a un passé politique, sont d'autant plus dangereuses, et l'opération « Mammouth » est là pour nous le prouver, que parfois elles regroupent des gens qui n'ont jamais eu ou n'ont plus aucune acointance même avec les milieux dits « subversifs ». Imaginez demain ces listes circulant, et vous comprendrez toutes les potentialités et tous les dangers d'une chasse aux sorcières. A quand un Mac Carthy au gouvernement... A quand les interdictions professionnelles (« Berufsverbot ») telles qu'on les a connues en Allemagne de l'Ouest durant les années « septante ».

Collectif du 22 mars

graves. nobie et profon- une ex-

tre lors- accueil- se trou- est ain- che alle- chaque ar l'Etat me de onne. Ils à atten- ns par- s politi- ort cher.

il, il fau- gens-là. là sont pression accueils points es sphè- la dif-

Martine as-Rhin

LES MÉCANISMES DU CAPITALISME ET DE SES CONTRADICTIONS (FIN)

La loi de la concurrence, loi fondamentale du capitalisme, se pose comme le mobile de l'accumulation du capital. Par la lutte qu'elle provoque entre leurs détenteurs, elle implique intrinsèquement la concentration du capital, du monopole. Ce constat développé dans ce n°549 achève la série de trois articles sur l'analyse du capitalisme de P.-J. Proudhon.



Le monopole

La concentration du capital est une conséquence de l'évolution du capitalisme concurrentiel. Si le capital est né de la libre concurrence, celle-ci conduit à la concentration des capitaux et aux monopoles. « Le monopole est le terme fatal de la concurrence ».

Dans ce premier stade, celui du capitalisme concurrentiel, du début du siècle dernier, il y a eu un mouvement vers la baisse des prix dû à l'accroissement de la production. A cette époque, il y avait un grand nombre d'entreprises qui se concurrençaient, ce qui favorisait la baisse des prix, chacune luttant pour conquérir le marché. Mais progressivement, les entreprises les moins capables ont été éliminées : celles qui restaient pouvaient s'entendre entre elles pour limiter la concurrence et cesser de réduire les prix.

Un tel accord ne pouvait être respecté qu'en réduisant la production. Limiter la production permet de vendre plus cher, d'augmenter les profits, d'accumuler plus de capitaux.

En même temps que le monopole permet la fixation arbitraire des prix, l'accroissement de l'écart entre les prix des produits et les salaires distribués, en résumé la libre fixation des bénéfices, il diminue la capacité de consommation d'une large partie de la population, de même qu'il provoque le chômage par la diminution de production qu'il engendre. Ainsi, le travailleur, « s'il chôme, il ne gagne rien : comment achètera-t-il jamais ? Et si le monopole ne peut se défaire de ses produits, comment son entreprise subsistera-t-elle ? » On voit donc à la lumière de cet argument, que les actuelles indemnités de chômage favorisent autant les employeurs que les travailleurs...

Les monopoles ne peuvent plus investir leurs capitaux dans la même branche de production, puisque investir signifie produire plus et que précisément ils se sont mis d'accord pour limiter la production dans cette branche afin de maintenir des prix élevés. Aussi le monopole doit-il s'étendre, pour commencer, dans d'autres secteurs de l'économie.

« Ses développements embrassent l'agriculture aussi bien que le commerce et l'industrie, et toutes les espèces de produits. C'est le monopole terrien qui appauvrit encore et rend inhabitable la campagne romaine, et qui forme le cercle vicieux où s'agitent convulsivement l'Angleterre ; c'est lui qui, établi violem-

ment à la suite d'une guerre de race, produit tous les maux de l'Irlande. » Si Proudhon passe quelque peu à côté des véritables raisons de cette guerre, il n'en voit pas moins le caractère expansionniste du capital monopolistique, de ce qu'il appellera la « féodalité industrielle » pour caractériser le grand capital sous Napoléon III (1).

Baisse du taux de profit et crises conjoncturelles

L'aggravation des contradictions du régime capitaliste conduit aussi à l'aggravation de la division de la société en classes : la nouvelle féodalité monopoliste voit sa puissance croître par l'accumulation des moyens financiers pendant que le prolétariat voit sa situation se dégrader. Pourtant, la puissance du capital se trouve menacée par la baisse du taux de profit :

« Par la puissance du travail, par la multiplication du produit et par les échanges, l'intérêt du capitaliste, en d'autres termes l'aubaine de l'oisif, tend à diminuer toujours, et par atténuation constante, à disparaître. » (Deuxième mémoire.)

L'appropriation de la plus-value étant la raison d'être essentielle du capitaliste, si la baisse du taux de profit s'avère inéluctable, elle annonce, en même temps, l'effondrement du système.

Proudhon précisera les raisons de cette baisse : l'augmentation de la valeur des instruments de production, et des matières premières nécessaires immobilisées une part croissante de capital par rapport à la valeur de la force de travail engagée. C'est ce que le marxisme appellera l'augmentation de la composition organique du capital.

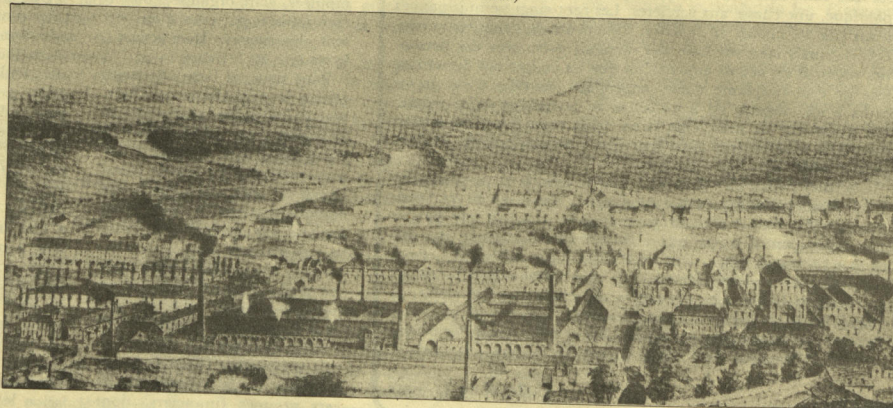
Le développement industriel et la concurrence provoquent une baisse du taux d'intérêt ; d'autre part, l'augmentation du capital fixe implique à son tour la multiplication des prêts. Enfin, l'intervention de l'Etat pourra également imposer une baisse du loyer de l'argent. De cette situation, Proudhon conclut que les crises en régime capitaliste ont un caractère inévitable. En effet, par la nature même du régime, il se crée une sous-consommation insurmontable : en période d'expansion, toutes les forces productives sont en activité. Mais cette expansion s'accompagne de l'impossibilité, pour les masses, de consommer toute la production.

Ces crises provoquent une évolution dans le capitalisme. L'entrepreneur tentera de diminuer les coûts de production : il mécanisera, diminuera les salaires, fera appel à une main d'œuvre moins coûteuse, provoquera la dépréciation du travail.

La baisse des prix, la fermeture des débouchés mettent l'entrepreneur dans l'impossibilité de payer les intérêts et le forcent à cesser la production. Les faillites se multiplient... Le développement de l'outillage nécessite une augmentation du capital à laquelle beaucoup ne peuvent faire face.

L'affaiblissement relatif de l'agriculture et son accaparement par les forces financières, le recul de la propriété immobilière devant la propriété mobilière, l'extension des besoins de numéraire provoquent l'extension du capital financier et annoncent des crises plus étendues, à mesure que l'industrialisation se développe.

L'accroissement du salariat, l'affaiblissement de la population rurale et de la moyenne bourgeoisie creusent les écarts et multiplient le nombre de ceux qui sont acculés à la sous-consommation. C'est ainsi que Proudhon analysait la situation économique de la France sous le Second Empire, qui a vu apparaître les premiers développements du capitalisme monopoliste.



Proudhon en conclut l'impossibilité de supprimer les caractères inhumains du système en maintenant l'appropriation capitaliste des forces productives. L'exploitation du travailleur, sa déqualification, l'élimination de la petite industrie, le chômage, les bas salaires, tout cela fait partie de la logique du capitalisme et ne peut être détruit à l'intérieur du système. Il est impossible de supprimer certains côtés néfastes du régime sans mettre en cause l'ensemble. Aussi est-ce à la transformation radicale du système de production qu'il faut s'employer.

Le salariat

Aux origines du capitalisme industriel, il était fait recours à la violence pour obliger les nécessiteux à travailler dans les manufactures. Aujourd'hui les choses ont changé : les paysans et artisans jetés sur le marché du travail accroissent les rangs des chômeurs déjà existants. Les salariés constituent la majeure partie de la population active : ils constituent la classe la plus nombreuse. Cette situation détermine largement les conditions d'existence de la grande masse de la population.

Lorsqu'un ouvrier produit un bien, le produit de son travail ne lui revient pas, mais à l'employeur, qui a acheté sa force de travail et possède les moyens de production. L'ouvrier est payé en retour, mais la valeur de son travail est inférieure à celle de son produit. « Par l'effet du monopole, (...) le travailleur collectif doit racheter son propre produit pour un prix inférieur à celui que le produit coûte. » (Système des contradictions.)

Le capitaliste n'achète cette marchandise qu'est la force de travail que pour produire une valeur dont il s'approprie une part. Plus l'ouvrier travaille, plus grande est la valeur qu'il crée : si l'ouvrier ne travaillait que le temps nécessaire pour payer son seul salaire, le patron ne ferait pas de bénéfice, il ne réaliserait pas de plus-value. Il cherchera donc par tous les moyens à réduire, dans le temps de travail de l'ouvrier, la part nécessaire au salaire, et à augmenter celle qui produit de la plus-value.

Plus l'ouvrier travaille au-delà du temps nécessaire à payer son salaire (dans le vocabulaire marxiste, on dira travail nécessaire), plus grand est le travail consacré à la production d'excédent (on dira surtravail) et plus grand est le profit du patron, en d'autres termes l'exploitation de l'ouvrier. Cette exploitation ne trouve sa limite que dans l'épuisement de ses forces ou dans sa capacité de résistance vis-à-vis du patron.

Il en résulte qu'en régime capitaliste, le niveau du salaire est déterminé par les besoins du capital. Le salaire ne peut jamais s'élever à la valeur du produit fabriqué. L'exploitation de l'ouvrier est inhérente au régime et ne pourra cesser qu'avec lui.

L'excédent, l'aubaine (la plus-value), ne contient pas seulement le profit du fabricant, il contient aussi les coûts de fabrication : rente foncière, intérêts du capital, salaires du personnel non directement lié à la production, impôts, etc. Tout cela est contenu dans la part que produit l'ouvrier au-delà de la valeur nécessaire au paiement de son propre salaire. On voit donc qu'en réalité, ce n'est pas le capitaliste qui paie l'ouvrier, c'est l'ouvrier qui entretient le capitaliste. C'est ce que Proudhon appelle l'« erreur de compte ».

Eric Vilain

(1) L'analyse de Proudhon est d'autant plus remarquable que le système des contradictions économiques est écrit en 1846 alors que les historiens de l'économie placent l'apparition des premiers monopoles au moment de la dépression industrielle internationale des années 1870-1890. Proudhon est mort en 1865. (Note de Gaston Leval.)

MAMAMÉLIS ÇA REPART !

NOMBREUSES sont celles d'entre vous qui ont dû être déçues après l'article du *Monde libertaire* n°534 en voulant acheter le guide (1). En effet, celui-ci a été épuisé dans l'espace de trois mois. Cela prouve au moins qu'un tel livre avait un intérêt pour beaucoup de femmes et qu'il correspond à une demande réelle.

En France, il est assez difficile d'avoir recours à une gynécologie autre que la gynécologie traditionnelle. Il n'est pas question de la mettre systématiquement en cause, mais elle fait une utilisation abusive des hormones sans toujours préciser les effets secondaires qui y sont liés. Les traitements qu'elle préconise ne tiennent pas toujours compte des individualités des unes et des autres et peuvent avoir des suites fâcheuses.

Le manuel n'écarte pas la possibilité d'avoir recours à une

médecine traditionnelle, mais son intérêt est d'exposer également des traitements utilisant des produits naturels qui ont été expérimentés au dispensaire de Genève.

Au premier abord, ce livre peut paraître difficile d'accès puisqu'il utilise des termes auxquels nous ne sommes pas familiarisés ; mais très rapidement et grâce à la simplicité des explications, on arrive à établir son propre traitement. Une des manières les plus intéressantes d'utiliser ce manuel est de se retrouver à plusieurs pour en parler, les petits problèmes d'infections de l'une ayant pu être ceux d'une autre : échanger ses expériences et dédramatiser des situations qui n'ont pas toujours lieu de l'être.

D'autre part, ce guide représente des avantages certains pour tout ce qui concerne les infections chroniques, car il n'y a pas d'accoutumance aux pro-

duits naturels. De cette manière, beaucoup d'usagères du dispensaire des femmes sont arrivées à mettre fin à des infections dont elles n'arrivaient pas à se débarrasser par des méthodes traditionnelles.

« Mamamélis » a été réédité sans qu'il y soit apporté de modifications. En France, la première édition avait été tirée à peu d'exemplaires, le dispensaire des femmes ne sachant pas quel succès aurait le livre. Etant donné l'accueil reçu par le guide, il l'a ressorti, et en a fait, cette fois-ci, un gros tirage, mais vous pouvez quand même dès aujourd'hui aller vous le procurer à la librairie du Monde libertaire.

Monique
Gr. Kropotkine

(1) Mamamélis, manuel de gynécologie naturopathique à l'usage des femmes, Rina Nissim, édité par le dispensaire des femmes de Genève, en vente à la librairie du Monde libertaire, 78 F.

ECOUTEZ
RADIO-LIBERTAIRE
89,5 MHz

PROGRAMMES DE RADIO-LIBERTAIRE

- Jeudi 15 novembre : « Attention fragile » (10 h à 12 h) : le comité français de soutien au Centre de santé populaire de Savar Bangladesh.
- « De bouche à orteils » (14 h à 16 h) : le magazine de la chanson vivante reçoit Pascal Robin, auteur-compositeur-interprète.
- Vendredi 16 novembre : « La bourse ou la vie » (10 h à 12 h) : les guides sur Paris.
- « L'Invité quotidien » (20 h à 22 h 30) : Bernard Wallon, secrétaire aux Relations extérieures de la Ligue des droits de l'homme, lancera un appel pour la réappropriation de la mémoire collective.
- Samedi 17 novembre : « Informations et culture d'Amérique latine » (14 h à 16 h) : littérature et exil.
- Dimanche 18 novembre : « Ici Dieu, à vous Paris » (10 h à 12 h) : matinée anticléricale avec Georges Colomer à propos de l'Opus Dei.
- « Folk à lier » (12 h à 14 h) : débat à propos des ateliers de musique et de danse traditionnelles de la région parisienne.
- Prisons » (16 h à 18 h) : les prisons en Italie.
- « La fiancée de M. Spock » (18 h à 20 h) : (sous réserve) André Ruellan et Roland Topor.
- Mercredi 21 novembre : « By Jove » (12 h à 14 h) : le magazine de la bande dessinée consacre une émission spéciale à Giffey, avec R. Marris, Garel, Tiberi.
- « Allo, maman, bobo » (18 h 30 à 20 h) : les besoins du corps.

« ALLONS Z'ENFANTS, ETC. »

UNE nouvelle émission sur la planète Radio-Libertaire (89,5 MHz), tous les mercredis, de 16 h à 17 h : « Allons z'enfants, etc. ». Cette émission antimilitariste, antipatriotique et irrespectueuse veut, plus modestement, poursuivre les buts que la C.G.T. s'était fixés au congrès d'Amiens, le 13 septembre 1906. « Le congrès de la C.G.T. affirme que la propagande antimilitariste et antipatriotique doit devenir toujours plus intense et toujours plus audacieuse. Dans chaque grève, l'armée est pour le patronat ; dans chaque conflit européen, dans chaque guerre entre nation ou coloniale, la classe ouvrière est dupe et sacrifiée au profit de la classe patronale, parasitaire et bourgeoise. C'est pourquoi le congrès approuve et préconise toute action de propagande de propagande antimilitariste et antipatriotique, qui peut seule compromettre la situation des arrivés et des arrivistes de toutes classes et de toutes écoles politiques ».

Après « Ne fout pas ton pied dans cette merde » (1), qui ser-

vira d'indicatif, l'émission se déroulera au rythme de différentes rubriques, en alternance chaque semaine :

- les nouvelles : revue de presse et nouvelles du front, actualité du militarisme et de l'antimilitarisme ;
- mémoire sociale antimilitariste : textes classiques ou études historiques — les bagnes militaires, les fusillés pour l'exemple de la « Grande » Guerre etc. ;
- le thème du jour : étude d'un problème concernant la militarisation de la société — les ordonnances de 59, la gendarmerie, la Sécurité militaire, la guerre des étoiles, etc. ;
- en librairie : quels sont les ouvrages antimilitaristes disponibles actuellement ? Quelles sont les nouvelles parutions ?
- au bout du fil : peut-on piéger par téléphone et avec humour les militaristes ?

« Allons z'enfants, etc. », référence aux premières paroles de « la Marseillaise » et au roman d'Yves Gibeau (2), désire être, à la fois : un lieu de ren-

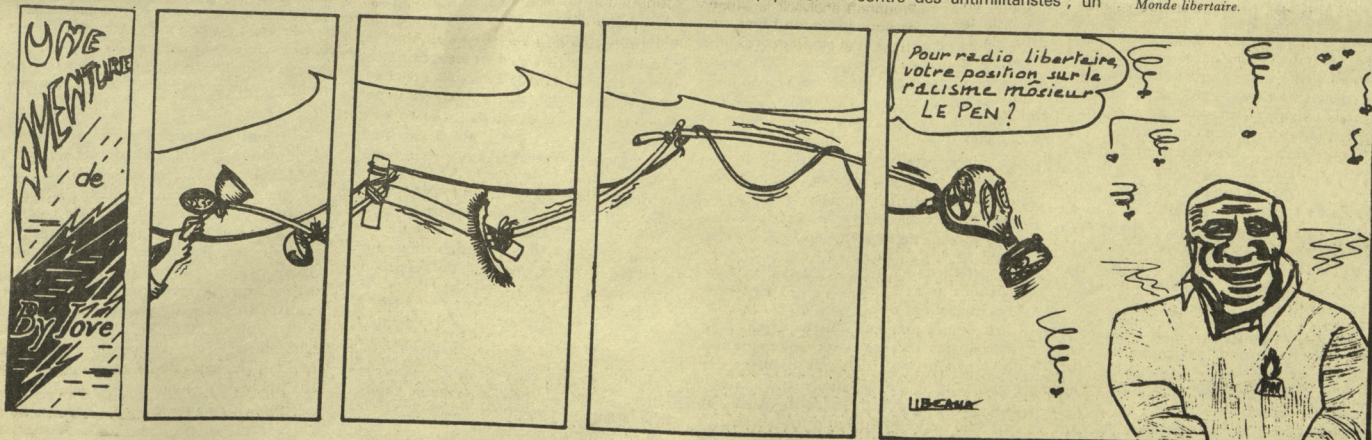
moyen de lutte contre cette institution liberticide, l'armée ; une mémoire sociale des combats contre l'un des principaux piliers de la domination étatique et de l'exploitation économique ; une analyse actuelle de la militarisation... Donc, passé, présent, avenir se mélangeront grâce à tous ceux qui voudront y participer.

En effet, vous pouvez apporter votre concours, physique ou par correspondance (cassettes), envoyer vos suggestions, idées de débats, informations... en écrivant à « Allons z'enfants, etc. », Radio-Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

La première émission a eu lieu mercredi 31 octobre... N'oubliez pas, de 16 h à 17 h, sur Radio-Libertaire (89,5 MHz), « Allons z'enfants, etc. ».

Pascal
Gr. Sacco et Vanzetti

(1) Chanson du film de René Vautier : Avoir 20 ans dans les Aurès.
(2) Allons z'enfants d'Yves Gibeau, 49 F, en vente à la librairie du Monde libertaire.



LE CAPITALISME A BOUT DE SOUFFLE...

CRÈVE LA BÊTE !

Où l'a vu, il n'y a pas de solution immédiate ou à court terme à la crise actuelle du capitalisme... si on se situe dans le cadre du système capitaliste. Tous les éléments constitutifs de cette crise sont en effet trop imbriqués les uns dans les autres. Trop interdépendants les uns des autres. Tout se tient. On ne peut pas intervenir sur les taux d'intérêt américains, sur la hausse du dollar, sur la politique du Fonds monétaire international (F.M.I.) ou sur la triste réalité de l'« aide » du Nord au Sud, sans remettre en question l'ensemble de l'édifice. Sans en ébranler la logique profonde. C'est ainsi !

La purge que subit actuellement l'Europe et la saignée dont est victime le tiers monde ne sont ni des accidents de parcours ni des erreurs. Elles s'inscrivent dans une logique, celle de la crise. Celle de la restructuration du système capitaliste à l'échelon mondial. Et pour que les choses changent — dans le cadre du système, bien sûr —, il faut que cette logique aille à son terme. Que la restructuration se réalise. Et quand elle sera réalisée, c'est-à-dire quand la machine économique américaine aura resserré tous ses boulons, une autre logique se mettra en place, celle de la croissance. Celle d'une croissance tirée par l'économie américaine !

Tel est le schéma qui est aujourd'hui dans les têtes et qui fait que tout le monde attend la fin de la crise, le début de la reprise. Car, que faire d'autre qu'attendre ? Le capitalisme, on le sait, vit au rythme des crises. Mais il les a toujours résolues, toujours digérées.

Dans ces conditions, tout le monde ou presque se résigne à attendre que les choses rentrent d'elles-mêmes dans l'ordre. Comme toutes les autres, la crise finira bien par prendre fin. Il est impensable qu'il en soit autrement... Et pourtant !

Restructurer... pourquoi ?

Dans le système capitaliste, système qui, rappelons-le, est mû par un appétit insatiable de profit, les crises apparaissent dès lors que l'action conjuguée de la concurrence et du progrès technique crée un déséquilibre entre l'offre et la demande. Un déséquilibre où l'offre se trouve être supérieure à la demande.

Pour rétablir l'équilibre, une guerre sans merci va alors s'engager entre différents secteurs du capitalisme. Les plus rentables, ceux dont le coût de production est le plus bas, grâce à la maîtrise de la technique, vont racheter, absorber ou faire crever les secteurs les plus anarchiques.

Dans un premier temps, le temps de la guerre, l'offre va continuer à être supérieure à la demande ; puis, l'économie restructurée, l'outil de production modernisé et concentré, et de nombreux canards boiteux ayant rendu l'âme, l'offre va de nouveau pouvoir être maîtrisée et adaptée à la demande pour le plus grand profit... du profit. Tel est le schéma général et immuable des choses et des restructurations en système capitaliste. Mais qu'on ne s'y trompe pas, ce schéma ne signifie nullement qu'on part d'un équilibre pour aboutir au même équilibre.

Toute restructuration, en effet, débouche sur un nouvel équilibre. Un nouvel équilibre constitué par une offre et une demande supérieures à l'offre et à la demande antérieures. Expliquons-nous ! Dans le système du profit, il est impensable que l'outil de production, une fois concentré et modernisé, produise autant que l'ancien. Ceci pour deux raisons...

En premier lieu, l'outil de production, une fois modernisé, se trouve en situation de mettre sur le marché des produits au coût unitaire inférieur à celui existant auparavant. Aussi, vu que la concurrence est toujours là, avide de s'emparer du marché, il s'avère nécessaire de

produire davantage pour maintenir globalement le profit.

De plus, comme la modernisation et la restructuration coûtent cher, il est nécessaire d'amortir les investissements réalisés. Et comment amortir autrement qu'en produisant davantage, dès lors que le progrès technique et la concurrence imposent des coûts et des profits unitaires moindres ?

Comme on le voit, à l'issue de toutes ses restructurations, le capitalisme, doté d'un outil de production plus performant, est obligé de produire davantage pour maintenir son profit. Par voie de conséquence, il est donc obligé soit de développer la demande, soit de conquérir de nouveaux marchés. Car produire et vendre, ça va de paire au royaume du capital.

Restructurer... pour qui ?

Jusqu'à présent, toutes les crises économiques du système capitaliste ont accouché d'une restructuration qui a débouché sur une augmentation de la production,

fallor accroître la production comme jamais encore, étendre les marchés comme jamais encore et parvenir à une super-croissance économique. Et c'est bien là que le bât blesse !

Accroître la production, en effet, n'est pas un problème en soi. L'outil de production est là, rutilant d'informatique et de robotique, prêt à inonder le monde d'objets. Ce qui est un problème, en revanche c'est de vendre ces objets, de les transformer en marchandises.

Deux solutions en effet s'offrent au capitalisme pour vendre une production plus abondante : accroître la demande intérieure, par le biais notamment d'une augmentation du pouvoir d'achat des salariés, et développer le marché au niveau international. Ces deux solutions ont été maintes et maintes fois mises en œuvre, mais aujourd'hui elles semblent difficiles à réaliser.

Accroître la demande intérieure, il faut le savoir, ne peut se faire que lorsqu'on développe le marché international, que lorsque l'on trouve des pays et des continents que l'on peut exploiter « intel-

La première, complètement surréaliste, consiste à développer le marché international... au plan interplanétaire. La conquête de Mars, l'exploitation de nouvelles richesses, l'exploitation de nouveaux « partenaires » commerciaux... cela suffirait pour faire redémarrer la machine. Mais on peut penser sans trop s'avancer que cette solution n'est pas pour demain !

La seconde, complètement irréaliste, consiste à mettre en œuvre un super plan Marshall à l'échelle de la planète toute entière. On inonde le tiers monde de dollars. Des dollars qu'on lui donne. Et il peut grâce à cet argent développer son économie, ses importations et donc acheter nos marchandises. Ainsi, le marché international serait relancé. Mais ce n'est pas très crédible. Le coût de l'opération serait en effet trop élevé. Rien à voir avec le ballon d'oxygène octroyé à l'Allemagne après la Seconde Guerre mondiale.

La troisième, enfin, consiste à tout détruire pour tout reconstruire. C'est la guerre. Mais aujourd'hui, avec l'arsenal nucléaire des grandes et des moyennes puissances, la guerre comporte un risque majeur : celui de la disparition totale et donc de l'inanité de toute possibilité de reconstruction. Une solution « dangereuse » donc !

Au bout du compte, on le voit, pour ce qui est de développer les marchés, et donc de relancer la croissance pour amortir les investissements et les coûts de la restructuration, c'est carrément l'impasse.

Crise « finale » et révolution

Différente de celle qui l'ont précédée, la crise actuelle l'est assurément par son ampleur, par l'impossibilité pour le système de relancer la machine... on peut même dire qu'elle est sans solution dans le cadre du capitalisme.

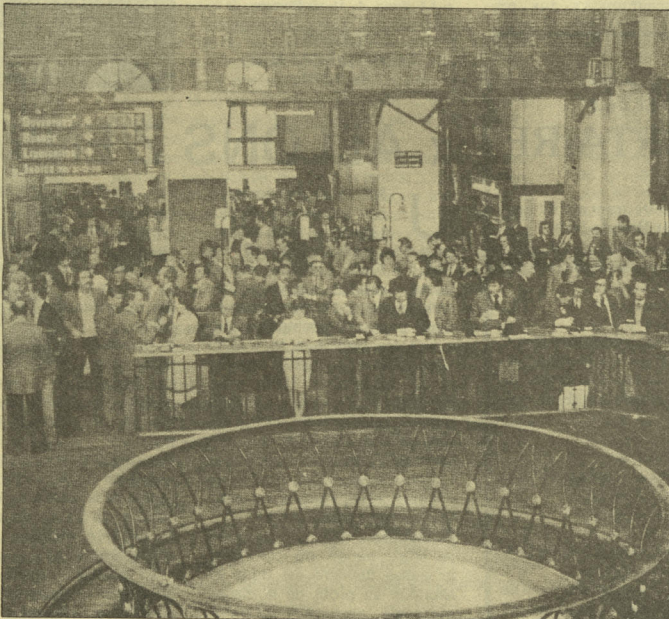
Cela étant, il ne faudrait pas pour autant en conclure qu'il s'agit là de la crise finale du capitalisme et qu'il suffit d'attendre que le système s'effondre pour que l'aube de l'espoir en un système sans exploitation ni oppression de l'homme par l'homme se lève enfin. Certes, nous sommes en présence d'une crise majeure. D'une crise sans espoir de solution dans le cadre du système existant, mais cela ne signifie pas pour autant la fin de ce système.

Par la répression, par des conflits limités, le système peut encore tenir très longtemps. Et s'il doit tomber, aujourd'hui comme hier, ce ne sera que sous nos coups, sous ceux de la révolution sociale. Car l'histoire ne se résume pas à l'histoire de l'économie : c'est aussi l'œuvre des hommes au niveau politique et social.

Pour l'heure donc, ce qu'il convient de retenir du caractère majeur de la crise économique qui affecte actuellement le système, c'est que cette crise va durer, que le chômage, la baisse du pouvoir d'achat, l'exploitation à mort du tiers monde vont durer et que, de ce fait, le réformisme et son support — l'octroi des miettes d'un gâteau sans cesse plus conséquent — vont perdre très vite toute crédibilité.

En d'autres termes, dans les années et les décennies à venir, les illusions réformistes vont peu à peu s'estomper et le problème du changement va se poser en termes sans cesse plus radicaux. En conséquence, nous devons nous préparer à cette situation. Face à une barbarie apparaissant chaque jour un peu plus à visage découvert, la révolution sociale s'avèrera très vite la seule possibilité. A nous d'en maintenir haut et clair l'étendard pour que la crise majeure qui crève aujourd'hui le capitalisme conduise à la lutte finale pour l'anarchie.

J.-M. Raynaud



un élargissement du marché et donc une nouvelle croissance économique. La crise présente, à première vue, s'inscrit elle aussi dans ce schéma. A première vue seulement !

Plusieurs choses, en effet, font que la crise que nous vivons aujourd'hui est différente des autres. En premier lieu, il convient de prendre conscience que la restructuration en cours est d'une telle ampleur que sa digestion par le système risque d'être lourde. L'informatique, la robotique, etc., touchent en effet l'ensemble de l'outil de production et pas seulement un secteur donné de l'économie. La mutation est donc énorme, colossale ! Et, cela va de soi, son coût — financier et social — est lui aussi colossal. En d'autres termes, pour amortir le coût des investissements financiers réalisés pour restructurer l'outil de production et son coût social — chômage, déqualification, etc. — il va falloir dégager un profit lui aussi colossal.

Jusqu'à présent, ce profit nécessaire à l'amortissement des investissements et des coûts consécutifs aux restructurations se réalisait par le biais d'une augmentation de la production, d'un élargissement des marchés et d'une croissance économique plus forte qu'antérieurement. Aussi, si l'on veut aujourd'hui amortir la restructuration en cours, vu son ampleur, il va

ligement » en leur reprenant des deux mains ce qu'on leur a donné du bout des doigts. Or aujourd'hui, cela n'est plus possible. Le tiers monde est exsangue. On ne peut plus rien lui piquer car on lui a déjà tout piqué. Aussi, penser que l'on puisse parvenir à augmenter le volume des « échanges » avec le tiers monde est un non sens. Le tiers monde est endetté à mort. Il ne peut plus rien acheter aux pays industrialisés et il leur donne déjà toutes ses richesses.

Dans ces conditions — l'impossibilité de développer le marché international — il est particulièrement évident qu'il ne sera pas possible de relancer la croissance économique et de développer la demande intérieure par la distribution de quelques miettes d'un gâteau international plus conséquent.

Impossible donc, pour le système capitaliste, d'amortir le coût colossal de sa restructuration. La logique du profit qui conduit à produire de plus en plus bute sur l'écueil de la nécessité de vendre de plus en plus.

L'impasse

Pour s'en sortir, c'est-à-dire pour relancer la mécanique, le système capitaliste a aujourd'hui trois solutions. Trois solutions qui n'en sont pas.